Ce texte est diffusé sous une licence de droit d'auteur.
Sa version électronique est librement diffusable en l'état.
Elle est disponible gratuitement sur le site web de La Ligne d'Horizon.

©L'auteur 2006

LA LIGNE D'HORIZON
7 Villa Bourgeois 92240 MALAKOFF
contact@lalignedhorizon.org
http://www.lalignedhorizon.org

Petit-Manifeste

Peut-on sortir de la folle concurrence ?

Petit manifeste à l'intention de ceux qui en ont assez



Ingmar Granstedt

La ligne d'horizon
les amis de François Partant

Sommaire

I

UNE COMPÉTITION BRUTALE ET SANS FIN 7

1 LE GRAND PIÈGE 8

2 LE VIDE POLITIQUE 19

3 LE LIBÉRALISME, POISON POUR LA DÉMOCRATIE 24

4 UN PROGRÈS TECHNIQUE SAUVAGE 31

II

POUR EN SORTIR 37

5 OSER PENSER, OSER RÉSISTER 39

6 REMAILLER UN TERRITOIRE 45

7 CHANGER D'ÉCHELLE 54

8 DU CONSOMMATEUR IRRESPONSABLE AU CITOYEN 67

9 DES SERVICES PUBLICS HORS VIOLENCE 79

10 QUE FAIRE DU POUVOIR POLITIQUE? 87

ÉPILOGUE 95

Coordination : Jean-Marc Luquet – Remerciements à Fernand Karagiannis pour son aide sur la maquette

Que restera-t-il dans quelque temps du débat passionné et passionnant qui a saisi les Français de tous âges, de toutes catégories sociales, de toutes professions pendant des mois, pour aboutir au rejet du Traité Constitutionnel pour l'Europe au referendum du 29 mai 2005 ? Que restera-t-il dans quelque temps de cette soudaine envie de comprendre, d'expliquer et de débattre entre amis, entre voisins, en famille, entre collègues de travail, dans les meetings, avec les gens croisés en faisant ses courses, entre membres d'une même association, d'un même syndicat, d'un même parti… ? Que restera-t-il de cette fantastique prise de parole collective sur un texte pourtant long et compliqué, où chacun découvrait que la détermination pour voter oui ou pour voter non suivait des raisonnements et des arguments souvent tout à fait inattendus, en-dehors des clivages politiques traditionnels ? Que restera-t-il de cette heureuse surprise qui a éclos comme un printemps en plein hiver sombre et glacial ? Peut-être est-ce à chacun d'en décider par la suite qu'il voudra bien lui donner.

Le but de ce petit manifeste est de contribuer pour sa part à la poursuite de cet heureux débat. Et en particulier sur la question essentielle de la concurrence économique dans laquelle nous sommes maintenant tous piégés jusqu'au cou.

L'une des motivations les plus importantes, semble-t-il, chez les hommes et les femmes qui ont choisi de voter non bien qu'ayant de fortes sympathies pour l'unification de l'Europe, c'est

justement l'inquiétude face à cette concurrence économique installée comme règle générale et obligatoire et dont les effets dévastateurs se font partout sentir, non seulement en France et en Europe, mais dans le monde entier. Et beaucoup ont exprimé le souhait que la Constitution européenne, qui martèle et détaille cette obligation à longueur de pages, soit renégociée dans un sens moins « libéral » et plus « social ».

C'est cette motivation, cette critique de la concurrence que ce petit manifeste voudrait soutenir et encourager. Mais peut-être faut-il pour cela se dégager d'abord des réflexes de pensée trop faciles sur le « libéralisme » ou le « néo-libéralisme ». Car la question se pose désormais en des termes cruciaux, beaucoup plus proches de la vie quotidienne et immédiate, voire même de la survie tout court pour bon nombre de gens. Et c'est de cette expérience de la souffrance quotidienne, physique, mentale et morale, qu'il faut partir. Celle qu'on subit soi-même et celle qu'on inflige à d'autres en retour, malgré soi.

Depuis que le marché intérieur de l'Union européenne est devenu un espace élargi régi par une concurrence ouverte de plus en plus dure, depuis que l'Union européenne est devenue un des promoteurs décisifs de la mondialisation des marchés et de la compétition, derrière les Etats-Unis, le piège de la concurrence mutuelle s'est refermé sur nous tous. Et la question se formule désormais ainsi : que peuvent bien devenir les pays, les peuples et l'humanité qu'ils forment ensemble si le processus de « création de richesses », comme on l'appelle bêtement, se fonde partout sur une perpétuelle menace réciproque ? Que peuvent-ils devenir quand s'impose à toutes les entreprises, à tous les secteurs économiques, à tous ceux qui travaillent, l'obligation contraignante de devenir toujours plus agressifs sur les marchés afin d'éliminer des concurrents d'ailleurs, de peur d'être eux-mêmes agressés et éliminés ? Les peuples, les pays et l'humanité que nous formons peuvent-ils résister encore longtemps, moralement, socialement, politiquement, aux effets destructeurs d'une telle violence économique réciproque érigée en contrainte objective et en principe absolu de la modernité ?

Et la question nous est alors renvoyée sous forme de défi à la conscience et à la raison, comme le débat sur la Constitution européenne a commencé à le montrer: peut-on sortir de cette folle concurrence quand on est à ce point piégé dedans ? Et si oui, par quel bout commencer ? Par la seule revendication d'un changement de politiques au plus haut niveau de l'Etat français, de l'Union Européenne, des Etats-Unis, du G8, de l'Organisation mondiale du commerce ? Ou bien aussi par des actions et des initiatives à la base, auxquelles n'importe qui peut contribuer ? Quand on n'est ni ministre ni chef d'Etat ni candidat à « devenir Vizir à la place du Vizir », mais simple citoyen se posant des questions difficiles à partir de sa vie professionnelle stressante et précaire, peut-on faire quelque chose là où l'on travaille et là où l'on vit pour commencer à en sortir ?

Le pari de ce petit manifeste est d'envisager délibérément ces questions non pas à partir du sommet du pouvoir politique mais à partir de la base de la société, à partir de la vie quotidienne du plus grand nombre. Le pari est que c'est désormais là, et non plus au sommet, que les choses décisives peuvent vraiment *commencer*, si seulement nous voulons sérieusement en sortir.

Le voudrons-nous ? On peut l'espérer, et c'est aussi un pari.

Que le débat continue, que le débat rebondisse !

I

UNE COMPETITION BRUTALE ET SANS FIN

1
LE GRAND PIÈGE

Depuis quelques décennies, une peur insidieuse gagne en France, comme ailleurs en Europe et dans le monde entier. Un immense piège s'est refermé sur les existences et on ne sait plus comment en sortir. Alors, on s'est résigné à vivre enfermé dans le piège et soumis à sa loi. Ne voyant plus comment en sortir, on a cessé de penser qu'il *faudra* en sortir, on a cessé de *chercher* comment en sortir. Chacun s'est plus ou moins résigné à penser à l'intérieur du piège, « comme tout le monde ». C'est-à-dire à ne plus penser du tout là où, justement, il le faudrait plus que jamais.

Nous avons fini par accepter ce qui nous inquiète et nous fait mal, ce qui menace et détruit des vies ici et ailleurs, ce qui en fin de compte nous avilit de part et d'autre. Pour continuer à gagner sa vie, chacun se range, bon gré mal gré, et cherche à sauver sa propre situation. Chacun pour soi… On a cessé de penser ce qui justement fait problème et qui nous pousse à vivre en permanence stressés et amers sous l'emprise de cette peur insidieuse. On a cessé de penser ce qui fait le piège où nous sommes enfermés : la concurrence économique permanente et généralisée, la compétition sans fin, étendue à l'échelle du monde.

A moins que le débat passionné sur la Constitution européenne ne soit le début d'un sursaut salutaire… ?

Nous nous sommes laissé enfermer dans l'insécurité économique, la précarité forcée et la peur du lendemain. La concurrence est devenue non seulement le maître mot mais le maître réel, celui qui régente brutalement ou par en-dessous les conduites de chacun dans la vie professionnelle et conditionne l'existence de tous. Il faut être toujours plus compétitif, plus performant, défendre plus durement des parts de marché et en conquérir de nouvelles aux concurrents, qui en font autant de leur côté. Jusqu'à l'élimination de l'un ou de l'autre. Comme la loi du marché a été imposée à la plupart des activités, et qu'on n'a pas fini de l'étendre (aux services publics privatisés, à l'information télévisée, à la recherche sur le vivant, aux plantes et animaux génétiquement modifiés, etc.), voilà que dans tous les lieux de travail, ou presque, la concurrence s'est installée en maître des décisions, des comportements et du jugement. Et on ne voit plus comment en sortir. Le piège s'est refermé : le monde a bel et bien été réorganisé autour des lois de la guerre économique, de la compétition sans fin, et tous les acteurs sont pris dans cette compétition obligatoire à laquelle ils ne peuvent se soustraire. Il ne resterait donc qu'à s'y adapter sans cesse, chacun dans son secteur d'activité, sa profession, son emploi.

Compétition mondiale sans fin et adaptation sans fin des individus et des sociétés à cette compétition, voilà la perspective qui est sensée nous enthousiasmer tous les matins et jusqu'à la fin de nos jours. Il n'y a pas d'autre horizon réaliste, nous dit-on. Se résignerait-on à le croire ?

Les fanatiques de la compétition nous l'assènent, dans leur langue de bois. Ceux-là sont grisés par leurs rivaux, par la perspective de se mesurer toujours à plus fort qu'eux, de gagner encore en puissance financière, en pouvoir de décision et en renommée médiatique de « leader ». Ils ne rêvent que de faire mordre la poussière aux entreprises plus faibles pour les éliminer du marché et prendre leur place, d'absorber leurs concurrents,

de fusionner avec l'un pour grossir en force de frappe contre un troisième,… Qu'ils soient grands et puissants ou petits et rêvant de leur puissance future, ces fanatiques ne jurent que par les vertus de la compétition généralisée. Ils aiment la lutte, la stratégie, ils aiment la guerre économique, l'état de guerre permanent dans les affaires. Pour eux, seule compte la violence économique. La rivalité, la concurrence sans frein, assènent-ils, sont l'état naturel de la société. La croissance, le développement et le progrès ne s'obtiennent qu'à ce prix-là. « Tant pis pour les faibles, disent-ils, ils devront s'y plier. S'ils sont éliminés, c'est peut-être regrettable, mais qu'ils se recyclent et se reconvertissent ailleurs. Pas question que ces gens deviennent un poids, un frein, un obstacle au progrès ». A ceux qui osent encore s'opposer à eux, ces fanatiques rétorquent qu'ils ne sont que des obscurantistes, des paresseux ou des parasites.

Il y a aussi les sages, les experts, ceux qui scrutent minutieusement les statistiques et en tirent de savantes leçons sur la croissance, ses éclipses et ses retours. Ils analysent la « santé » économique de la planète, font des prévisions savantes et découvrent parfois que ce qu'ils avaient déclaré être des réalités sûres et solides n'était que des « bulles ». Ces sages nous affirment qu'à tous les maux de l'économie d'un pays il n'y a qu'un seul remède : ôter les « résistances au changement », réduire le rôle de l'Etat, tout ce qui fait obstacle à la libre concurrence et à la pénétration bénéfique de la compétition internationale dans le pays. Depuis la chute du mur de Berlin, ils triomphent, sûrs de leurs dogmes, et imposent à chaque occasion le même diagnostic et la même potion amère, quel que soit le pays concerné.

Il y a aussi les hommes politiques. Ceux qui sont au pouvoir un temps et ceux qui, dans l'opposition, espèrent les remplacer un jour. Sur cette question, peu de choses les séparent. Des nuances seulement. Non pas que les différents partis de droite, de gauche et de l'écologie soient à mettre dans le même panier : le dire serait une simplification dangereuse ou un amalgame méprisant auxquels il faut résister. Mais force est de constater qu'en ce qui concerne leur adhésion à l'impératif de compétitivité, les différences sont minimes. On trouve bien sûr à droite les plus durs, les fanatiques de la concurrence généralisée, ceux qui poussent le plus fort dans le sens du bouleversement des règles régissant le commerce international et de la suppression de protections sociales nationales considérées par eux comme des freins à la compétitivité. Mais la gauche, laminée par une réalité qu'elle n'avait pas pensée à temps et soucieuse de réalisme, a fini par rejoindre largement le credo libéral. Quant aux partis écologistes, s'ils sont sensibles aux rapports entre technologie, production et environnement et s'ils critiquent le « productivisme », ils n'ont guère réfléchi à l'organisation de l'économie et n'ont rien de précis à dire sur la réalité concurrentielle.

Dans l'ensemble, les hommes politiques se rejoignent donc dans un commun « réalisme économique », celui de l'économie libérale dont la loi sans pitié est la concurrence généralisée. Du moins tous ceux qui veulent être « sérieux » et « crédibles ». C'est pourquoi les campagnes électorales – avant ce referendum français du 29 mai 2005 - étaient si ternes : sur ce qui conditionne l'existence quotidienne des gens, leur travail, la précarité, le chômage et l'exclusion, le stress professionnel, la disparition des entreprises locales,… leurs convictions sont les mêmes et les recettes se ressemblent trop. Une fois élus ou réélus, ils se mettent à la remorque de cette réalité qui les dépasse, quoi qu'ils en disent, et enchaînent les unes après les autres des décisions (nationales, européennes ou dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce) pour renforcer la libre concurrence et en étendre le domaine.

Il y a aussi les médias, en particulier les chaînes de télévision. En concurrence entre elles, et souvent de façon féroce, elles se battent pour attirer les spectateurs, gagner des pourcentages d'audience et récolter les revenus publicitaires en proportion. Leurs programmes aux heures de grande écoute en portent la marque flagrante et la conception des journaux télévisés

n'échappe pas à cette spirale. Traiter les sujets de l'information en fonction de l'immédiat, du sensationnel, de ce qui suscitera le plus l'émotion ou la curiosité, cela fait partie des stratégies pour séduire et capter le public le plus large, considéré comme une part de marché à ravir aux chaînes concurrentes. Par leur fonctionnement comme par le contenu des programmes aux heures de grande écoute – en particulier les émissions de télé-réalité – elles mettent en scène la compétition et l'obligation de performance toujours accrue comme mode de vie normal, souhaitable, incontestable. Pas question de montrer la souffrance au travail, le stress professionnel, la précarité et la misère matérielle ou morale des perdants sur le marché du travail, ou si peu, mais on célèbre en permanence le triomphe des gagnants. La sélection des plus performants, les prouesses des battants, les succès des hommes arrivés sont systématiquement mis en avant comme modèles. Et tous ceux qui cherchent à percer, hommes politiques, dirigeants d'entreprise ou autres savent en jouer quand l'occasion se présente. Ainsi le tous-contre-tous qui est devenu notre mode d'existence est-il mis en scène comme une agréable histoire où chacun peut rêver d'avoir un jour sa chance, alors que pour percer et arriver au top, la règle est plutôt qu'il faut passer sur le corps des autres, sans scrupules et sans états d'âme.

Et puis il y a la grande masse des gens, tous ceux qui n'occupent pas des positions sociales bien en vue : les ouvriers, les employés, les techniciens, les cadres dans les entreprises de toutes sortes (industrie, commerce, services), les agents des services publics en voie de privatisation, les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les jeunes à la recherche d'un emploi, les chômeurs,… la masse des gens ordinaires qui, comme vous et moi, essayent de gagner leur vie. Les voilà, nous voilà pris dans cette logique de la compétitivité, grignotés par la mentalité qu'elle exige, et plus ou moins complices du piège qui s'est refermé sur nous. Bien sûr, certains sont plus convaincus que d'autres que c'est le meilleur des mondes possibles et qu'il n'y a qu'à se battre pour y avoir sa place au soleil. Ceux-là, même sans position sociale en vue, peuvent être aussi fanatiques que les puissants. Mais beaucoup, la majorité sans doute, ne sont pas des enthousiastes de ce monde de lutte permanente les uns contre les autres mais ne voient pas d'alternative. Alors, plus ou moins résignés, ils se plient à la règle générale, quitte à compenser leur amertume par l'évasion dans les loisirs ou l'aspiration à la retraite au plus vite.

Résultat : chacun finit par accepter que la loi de la concurrence mondiale, de la compétition sans fin et sans frontières, s'impose à tous, chacun finit par accepter de jouer le jeu de la guerre économique sans fin en espérant sauver son emploi. Ainsi les salariés des entreprises concurrentes sur un même marché sont-ils en état de guerre permanente dans l'espoir individuel de gagner et de survivre, en perpétuelle chasse aux gains de productivité, en perpétuelle restructuration, soumis à de perpétuelles campagnes de motivation interne et à des outils d'évaluation de plus en plus individuels, poussés à adopter partout des comportements commerciaux (« savoir vendre » et « savoir se vendre »). Ainsi les agriculteurs de n'importe quelle région, pour tenir le coup contre les agriculteurs d'à côté ou d'autres pays du monde, font-ils une course de vitesse épuisante entre investissements, endettement et survie. Ainsi les artisans font-ils des horaires interminables pour garder des clients et boucler les fins de mois. Ainsi les jeunes techniciens et chercheurs des grands groupes acceptent-ils d'être pressurés à l'extrême pour sortir une innovation ou un produit nouveau qui damera le pion à leurs concurrents. Ainsi les cadres sont-ils sommés par des méthodes « psy », « des stages de survie », des expériences limites, de mettre tous les ressorts intimes de leur personnalité au service de l'équipe, du « team » de l'entreprise, pour former un pack soudé et innovant contre les entreprises adverses sur le marché. Etc.

Parfois on se pique au jeu, on s'enthousiasme, galvanisé par la pression et la tension collective, et on se réjouit d'un succès

(… temporaire). Mais on oublie ou refuse de voir que ce succès a le plus souvent pour prix l'échec amer de quelque autre entreprise ailleurs dans le monde et le désespoir de salariés inconnus licenciés, ou la misère de paysans jetés sur la route de l'exode rural pour devenir une main-d'œuvre bon marché dans les immenses banlieues des mégapoles du Sud. Ce qu'on appellera une main-d'œuvre « plus compétitive », disponible pour les investisseurs voraces prêts à délocaliser leurs unités de production.

Car la sanction de cette guerre mutuelle au quotidien, on la connaît : ceux qui travaillent pour une entreprise perdante sont tôt ou tard licenciés, les uns après les autres ou en bloc. Réductions d'emplois, rachat par un concurrent avec licenciement d'une partie du personnel ou dépôt de bilan et départ de tous. Comme cette logique concurrentielle ne favorise pas les solidarités humaines internes à l'entreprise, elle secrète aussi le chacun pour soi quand arrive la conjoncture difficile : faute de perspective alternative, et grignotés par l'individualisme régnant, la plupart espèrent en général que les suppressions d'emploi toucheront les collègues. Du moins dans l'immédiat, en espérant qu'ensuite ça ira mieux. Jusqu'au jour où il est trop tard.

La dure loi de la compétition économique sans fin, c'est de réduire le travail et le gagne-pain à une sourde guerre de tous contre tous, c'est d'imposer dans la vie courante la loi de la guerre tout court : *tuer pour ne pas être tué*. S'efforcer toujours d'être assez compétitif pour détruire les emplois des autres, ailleurs, de peur que ce ne soit eux qui détruisent nos emplois ici. Et réciproquement. Cette logique-là est sans fin : les positions des uns par rapport aux autres seront toujours provisoires et instables, il ne peut pas y avoir de pause. Tout arrêt signifie la menace d'être dépassé par les autres et éliminé du marché. C'est une logique de violence, la violence blanche, celle qui ne se voit pas, même quand les victimes les plus pauvres en meurent, parce qu'elle semble « normale ».

Tout comme la violence armée, cette violence-là connaît aussi ses escalades. Il y a toujours plus compétitif que ce qui l'est déjà. D'une région à l'autre, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, il y a toujours des différences sur lesquelles une entreprise peut jouer pour se donner un avantage relatif par rapport aux concurrents : différences de rémunération pour une même compétence, différences de droit du travail et de protection de l'environnement, écarts entre les sexes, abîmes entre les niveaux d'équipement technologiques, accès aux dernières innovations dans les techniques ou les matériaux,… Là où des entreprises européennes ou américaines trouvent moins cher de sous-traiter leurs travaux informatiques à des ingénieurs et techniciens en Inde, des concurrents dénicheront des informaticiens moins chers encore au Bangladesh. Là où des leaders mondiaux de l'habillement passent commande à des centaines d'usines de confection situées dans des zones franches en Tunisie, au Mexique ou au Sri Lanka, leurs rivaux installeront des sous-traitants en Colombie ou au Lesotho. Là où les centres d'appel téléphoniques de grands services publics en Europe ont été délocalisés en Inde, un service public d'un pays européen concurrent baissera ses coûts en installant son centre d'appel en Afrique.

Quand le droit du travail et les protections sociales imposent des contraintes plus fortes ici qu'ailleurs, pourquoi ne pas les mettre en cause et défaire peu à peu ce qui a mis des générations à être obtenu ? Il suffit qu'un gouvernement commence pour que les autres suivent, par peur que les investisseurs s'en aillent… Et si on peut glisser progressivement vers le libre choix, en ce qui concerne les salaires et le temps de travail, entre le droit du pays où une entreprise de service exerce son activité et le droit du pays où elle a son siège, pourquoi n'en profiterait-elle pas pour être plus compétitive que les autres ? (cf. feu la directive Bolkestein et ses probables sosies à venir).

De même pour les lois anti-pollution : si elles imposent des coûts de production supplémentaires, un concurrent trouvera à les éviter en construisant ailleurs sa nouvelle unité de production.

Et puis il y a les coups bas, déshonorants, un pas qu'il suffit d'avoir le culot de franchir pour que d'autres se sentent obligés, par marché interposé, de s'abaisser eux aussi. Par exemple, écrire à ses fournisseurs pour les inciter, eux, à se délocaliser en Roumanie ou en Chine pour bénéficier en retour de prix d'achat plus faibles et donc de gains de productivité. Il y a d'ailleurs des cabinets de conseil hautement spécialisés en délocalisations sans scrupules…

Dans cette escalade de la violence blanche, ce sont les personnels des entreprises concurrentes qui rivalisent sur les marchés du monde, ce sont des salariés dans différents pays du monde qui sont mis en état de guerre les uns contre les autres par-delà toutes les frontières, par marchés interposés. De part et d'autre, notre travail quotidien à tous est devenu cela : une obligation de nous faire réciproquement la guerre économique dans l'espoir d'être compté soi-même encore quelque temps parmi les gagnants. Et tant pis pour les perdants ! Ils sont d'ailleurs si loin…

Depuis l'expiration de « l'accord multifibres » en janvier 2005, qui protégeait les salariés du textile en Europe et aux Etats-Unis des exportations de textiles du Sud, les ouvrières des entreprises chinoises concurrencent brutalement celles des entreprises européennes et américaines, mais surtout celles qui travaillent en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, au Sri Lanka, grâce au faible cours de la devise chinoise. On s'entre-tue économiquement. Mais de ces perdantes-là on ne parle pas en Europe : elles sont si loin… On oublie aussi que « l'accord multifibres » avait une contrepartie pour les pays du Sud : l'alignement à la même date de leurs législations moins strictes sur les brevets sur les législations du Nord. Depuis janvier 2005, ils l'ont fait. Entre autres conséquences, les salariés des gros laboratoires pharmaceutiques en Europe et aux Etats-Unis vont maintenant couler leurs homologues en Inde, alors que ceux-ci produisaient des médicaments bien moins chers pour la population indienne et d'autres pays pauvres du Sud. On s'entre-tue par les marchés. Mais de ces perdants-là on ne parle pas en France. Ils sont si loin…

Il ne suffit pas de s'en prendre aux chefs d'entreprise, aux dirigeants des multinationales, aux financiers, aux hommes politiques au pouvoir pour s'opposer à cette violence blanche. Dans l'économie mondiale telle qu'elle est maintenant devenue, telle qu'elle fonctionne, la loi de la concurrence s'impose comme une terrible contrainte objective à eux aussi. C'est pourquoi les batailles au sommet entre les grands groupes sont aussi les plus sanglantes. Les dirigeants d'une entreprise, petite ou grande, fût-elle une multinationale, ne sont pas libres de refuser cette règle du jeu, de se mettre tranquillement à l'abri de la pression concurrentielle pour gérer leur entreprise selon des principes plus satisfaisants pour la justice sociale. Ne plus chercher à rester compétitif, c'est inévitablement s'exposer à ce que l'entreprise perde, sous peu, des parts de marché, voie son chiffre d'affaires décliner et ne puisse plus assurer la rémunération de tous ses salariés. Tant que la loi commune sera de devoir tuer pour ne pas être tué, un chef d'entreprise est condamné à choisir la première alternative. Et parmi ses salariés, pour parler honnêtement, combien choisiraient la seconde ?

S'en prendre aux patrons et aux hommes politiques au pouvoir, comme s'ils étaient individuellement coupables de toutes les restructurations, faillites et misères que la compétition entraîne, c'est passer à côté du problème réel, celui créé par une loi tyrannique, une loi d'enfer dont on ne sait plus comment se passer.

L'accusation des individus, la mise en cause de leur moralité personnelle, n'est justifiée que dans la mesure où ils se font les champions de l'idéologie libérale : les fanatiques de la compétition, les carnassiers sans scrupules de la finance, les manipulateurs cyniques ou les as de la séduction mensongère, ceux-là portent effectivement la responsabilité de pousser toujours plus loin la guerre économique, de relancer toujours plus fort la violence concurrentielle qu'ils subissent eux-mêmes.

Mais ce qui est vraiment à dénoncer, à critiquer radicalement par la raison constructive, c'est la logique sans fin de la compétition obligatoire et planétaire.

Le piège infernal où nous sommes maintenant enfermés, c'est d'avoir laissé s'installer à l'échelle du monde, de l'humanité, cette règle du jeu et sa violence blanche, au point que c'est maintenant elle qui nous gouverne et nous tient.

2
LE VIDE POLITIQUE

De ce piège il nous faudra sortir un jour. Mais pour en sortir, il nous faudra inventer, trouver les issues, ce qui supposera d'abord d'oser penser autrement. Car le moins qu'on puisse dire, c'est que les perspectives politiques traditionnelles, celles qui occupent la scène à droite comme à gauche, sont usées et incapables de relever ce défi.

Les partis de droite se sont complètement identifiés au libéralisme économique, à son idéologie et à sa langue de bois. C'est bien leur doctrine d'abord, le nœud de leur conception du monde, ce sur quoi ils fondent leur emprise réelle et leurs promesses. Libérer les forces du marché, tout faire pour laisser les entreprises trouver de nouvelles marges de compétitivité, compter sur la mondialisation comme entraînement de la croissance dans chaque pays. Bref, accentuer encore et toujours la mise en guerre des salariés entre eux par-delà toutes les frontières nationales et culturelles. On ne sortira donc pas du piège par de nouvelles recettes issues du prêt à penser de droite.

Au cours des dernières décennies, les partis de gauche ont fini par céder à une réalité qu'ils ne voient plus comment contrer. Leurs propres idéologies ont fondu et, soucieux de réalisme

après avoir avalé pas mal de couleuvres, ils se sont ralliés, à des degrés divers, à la pensée dominante, celle qui correspond au monde tel qu'il est et tel qu'il va.

Les partis communistes avaient de sérieux piliers sur lesquels ils s'appuyaient pour construire des économies nationales ne reposant pas sur la dynamique de la concurrence. En premier lieu les nationalisations et la propriété collective des entreprises, des moyens de production, la planification centralisée et la fixation plus ou moins autoritaire des prix et des salaires. Ce modèle - accompagné dans les régimes communistes réels du pouvoir total du parti unique - s'est effondré de l'intérieur en Union Soviétique, surtout en raison de sa lourdeur paralysante, et la chute du mur de Berlin en symbolise la date historique. A la suite de quoi le modèle libéral a pris la relève, mettant brutalement en état de concurrence une partie croissante de la population. Dans les pays de l'ex-URSS comme en Europe de l'Est, la compétition sans fin a commencé. Et ceux qui sont entrés dans l'Union européenne s'apprêtent à jouir de cette lutte féroce, dont les fruits promis et espérés sont toujours la consommation et l'enrichissement.

La Chine, devenue autoritairement pays du « socialisme de marché », combine le maintien du parti unique au plan politique et la décision de jeter dans la mêlée sauvage de la concurrence des centaines de millions de personnes. Ce que les Occidentaux admirent, fascinés qu'ils sont par ce rival qui monte et qui leur ressemble étrangement. Pour les entreprises de l'Europe et de l'Amérique, la Chine est devenue un des lieux privilégiés de la délocalisation, c'est-à-dire de la mise en concurrence de millions d'hommes et de femmes payés à bas salaires avec leurs homologues de l'Ouest.

Les partis socialistes, la gauche de tradition social-démocrate, ont, de longue date, accepté le capitalisme et l'économie de marché. Mais ils espéraient en corriger les effets sociaux en confiant à l'Etat le rôle de redistribuer les revenus et d'élever des protections sociales contre les effets de la concurrence. Dans chaque nation, l'Etat providence était le modérateur. S'il ajoutait à ce rôle une certaine prospective ou planification souple, il pouvait exprimer un certain projet économique et créer des conditions favorables à sa mise en œuvre.

Mais ce modèle a fondu comme neige au soleil. Il n'en reste plus grand chose. En France, à partir de l'arrivée au pouvoir du PS, allié au PCF, en 1981, il a fallu déchanter. La principale raison en est que, à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale, la France, comme la plupart des pays occidentaux, avait vu son économie nationale devenir de plus en plus interdépendante avec l'extérieur. Les échanges commerciaux, les spécialisations et la division du travail, la puissance des moyens techniques et scientifiques mobilisés dans la production, la construction d'un marché unique européen, tout cela avait supprimé de plus en plus les marges d'action laissées à l'Etat pour réguler sa propre économie nationale. L'intégration croissante des économies nationales entre elles avait fait perdre à chacune l'autonomie indispensable à la régulation nationale par l'Etat providence. Résultat : chaque économie nationale se trouvait être de plus en plus en concurrence avec celle des autres. Pour protéger les entreprises et la population active vivant sur le territoire national, chaque Etat se trouvait contraint, de plus en plus, à abandonner son rôle de protecteur social pour adopter celui d'entraîneur sportif. Pour maintenir l'emploi, les revenus, les rentrées fiscales, et leur croissance en France, il fallait veiller à ce que les Français soient compétitifs. Aspirés dans la spirale de la concurrence européenne et mondiale, les agriculteurs, les entreprises industrielles et commerciales, les services,… ne devaient surtout pas être pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers. A charge pour les autres Etats d'en faire autant chez eux.

Ainsi les partis socialistes perdaient-ils leur identité propre pour se fondre dans le lot commun, tant vanté par la droite, des partis de gouvernement réduits à n'être que des entraîneurs sportifs.

L'Europe a été un puissant facteur d'intégration. Mais le

processus s'est largement accéléré avec les mesures de « déréglementation », puissamment promues par les Etats-Unis. A partir de là, ce qu'on appelle la *mondialisation* a pris sa physionomie actuelle, et sa dynamique est devenue encore plus incontrôlable par les gouvernements nationaux. Ils en sont maintenant réduits à chercher comment adapter en permanence la société, la nation qu'ils représentent aux contraintes toujours changeantes, toujours plus exigeantes de la compétitivité sur le grand marché mondialisé. Rendus à l'évidence et soucieux de réalisme immédiat, les partis socialistes se sont entièrement laissé prendre dans la façon de penser qu'impose un monde régi par la concurrence sans fin de tous contre tous.

Cette tragique implosion de la gauche socialiste n'est pas à mettre au compte d'une « trahison » des idéaux ou de l'opportunisme politique propre aux hommes ambitieux et succombant au goût du pouvoir. Le procès moral de ce type, même s'il peut avoir du vrai, vise beaucoup trop court. Le moralisme politique rend aveugle aux questions difficiles, celles qui n'ont pas une réponse simpliste et qui exigent une autocritique des certitudes acquises. Il empêche de regarder en face le gigantesque piège dans lequel nous sommes pris. Il empêche de penser de façon créative là où, justement, c'est le plus nécessaire.

Le reproche qu'on peut faire aux partis d'extrême gauche, c'est surtout celui-là : ne rien voir de ce qui fait une tragique impasse et de s'ériger toujours en juges de la morale des autres, de quelques individus désignés comme coupables de tout le mal. Leur exigence de justice sociale mérite sans doute le respect. Mais comment la mettre en œuvre quand le pouvoir n'est plus là où ils croient et que l'économie mondialisée est devenue un champ de bataille entre travailleurs de tous pays, condamnés à lutter les uns contre les autres dans l'espoir de sauver chacun sa peau ?

Malheureusement, alors qu'on aurait pu l'espérer, on ne trouvera pas non plus auprès des partis de la mouvance écologiste, les verts, de quoi remplacer la défaillance de la gauche sur la question qui nous concerne ici. Bien qu'animée de bonnes intentions, leur réflexion économique est trop partielle et trop faible.

On ne peut donc que constater le vide de la pensée dans les partis politiques actuels quand il s'agit de se demander comment sortir de la compétition mondiale et sans fin.

C'est pourtant ce vide qu'il faut chercher à combler, en acceptant de regarder les choses en face, si compliquées soient-elles, sans se décourager. Chacun peut y contribuer, selon ses capacités.

Peut-on se contenter encore longtemps de penser « comme tout le monde », de répéter comme des robots les mots-clés de la pensée unique, la langue de bois du libéralisme ? Et si au contraire on se plaint de la pression croissante au boulot, du stress nerveux, de la crainte de perdre emploi et situation, ou de l'angoisse de n'en pas trouver, peut-on se contenter longtemps encore de se lamenter et de s'asseoir ensuite devant la télé pour zapper ?

Vouloir devenir responsable de sa propre pensée, oser aborder les questions inconfortables, prendre la parole et échanger avec les gens autour de soi ne sont-ils pas les premiers pas de toute vie politique ? Et n'est-ce pas ce qui, au milieu de l'agitation et du triste désarroi régnants, a tout à coup commencé à s'exprimer en France, au grand étonnement de tous, lors du referendum sur le Traité Constitutionnel pour l'Europe ?

3
LE LIBÉRALISME, POISON POUR LA DEMOCRATIE

Sortir du piège de la compétition sans fin est aussi une nécessité si l'on veut sauver *le* politique de la dégénérescence, et peut-être même pour sauver la démocratie tout court. L'un des poncifs actuels de l'idéologie libérale veut que démocratie et économie de marché aillent de pair. Cela fait même partie de la propagande officielle du nationalisme impérial et de droit divin qui caractérise les Etats-Unis sous George W. Bush. Cette affirmation est pourtant loin d'être vraie dans les faits, si l'on se souvient de tous les régimes autoritaires et de toutes les dictatures où les affaires privées vont bon train et si l'on regarde, entre autres, le cas énorme de la Chine actuelle.

Mais la question prend aujourd'hui une tournure nouvelle. Il se pourrait bien que dans les pays de vieille démocratie, ceux qui en furent le berceau en Europe et en Amérique, la démocratie ne résiste pas aux conséquences du libéralisme économique débridé. La concurrence généralisée a des effets très dissolvants sur les valeurs communes qui sont nécessaires à l'existence de la démocratie, elle produit dans les esprits des effets destructeurs qu'on ne mesure pas assez.

1) Il y a d'abord la perte de cette joie élémentaire et largement partagée qui fait qu'un peuple a assez de vitalité pour débattre publiquement de ses problèmes et oser aborder sainement ses divisions à leur sujet. Cette joie élémentaire qui exprime le goût de vivre et qui vient de ce que la vie a effectivement de la saveur, même quand on doit s'affronter et que le ton est rude.

Dans un monde régi par la concurrence incessante, tout le monde doit se battre au jour le jour pour ne pas voir le résultat de son travail emporté par les flots. Rien n'est durablement acquis, tout peut être remis en cause du jour au lendemain par un retournement de la situation respective des entreprises sur les marchés, eux-mêmes souvent fluctuants. Rien ne tient vraiment, tout devient précaire, fugitif et peut disparaître sans laisser de traces : l'affaire laborieusement montée, l'emploi enfin trouvé, le statut social acquis, le logement acheté à crédit, le sentiment d'avoir bâti quelque chose dans sa vie et d'avoir été socialement utile, l'enracinement dans une localité, un voisinage et des amitiés,… Et en même temps on ne voit pas comment agir, justement, pour empêcher que cela ne se répète. Il faut toujours être prêt à recommencer, et souvent ailleurs, à chercher encore un nouvel emploi en déménageant ou à créer une nouvelle affaire là où des conditions semblent momentanément réunies,…

Dans cette course incessante où les forces créatrices des jeunes s'épuisent vite et où les moins jeunes voient s'écrouler plusieurs fois ce qu'ils ont bâti, la joie se fait rare et difficile. Et la volonté de résistance faiblit.

Chacun devient soucieux de son propre sort et préoccupé de son propre avenir, de celui de son couple ou de sa famille, chacun se replie alors sur le cocon familial, les loisirs, le sport, là où on peut encore trouver goût à la vie. Mais du coup, le débat politique, le débat actif, celui où autrefois l'on prenait part dans des réunions, ce débat est déserté. Il ne subsiste que comme spectacle télévisuel où l'on s'arrête un instant, avant de zapper pour le film ou les variétés de la soirée, ce nouvel opium du peuple.

Faute de cette joie élémentaire qui donne envie d'aller à la rencontre d'autres comme citoyen pour débattre avec eux, partager des analyses et chercher des réponses aux situations collectives, la place publique se vide, la démocratie perd ses acteurs. Le champ est alors libre pour les candidats ambitieux les plus cyniques, les plus manipulateurs de l'opinion, ceux pour qui la démocratie n'est pas un idéal à vivre mais une simple contrainte institutionnelle pour prendre et garder le pouvoir et qu'ils contourneront à la première occasion. L'actualité en offre de tragiques exemples déjà, en Europe comme aux Etats-Unis.

2) Il y a ensuite l'insécurité économique et ses conséquences sur les mentalités. La brutalité même de la compétition, avec ses effets d'élimination des perdants et d'exclusion sociale, engendre un monde où la peur est diffuse, la peur de ne pas trouver sa place ou d'être déclassé, la peur de se trouver parmi les perdants. La compétition internationale exige des gens de plus en plus « performants », de plus en plus diplômés, des gens à la pointe des dernières techniques de pointe ou méthodes de gestion, des gens endurcis et aptes à la mobilité professionnelle. Dans cet univers de combat, il n'y a en réalité pas de place véritable pour les plus faibles, les plus fragiles au plan économique et social, alors qu'une société comprend toujours des personnes plus fragiles ou moins aptes au combat que d'autres. Tout au plus peuvent-ils compter sur des activités en sursis et des petits boulots précaires. En Amérique, il y a des gens qui *ont* un emploi, un petit boulot, mais si mal payé, comparé aux loyers, qu'ils couchent dans leur voiture ou dans une caravane. Là comme ailleurs, bon nombre parmi les plus fragiles ne peuvent compter sur rien du tout, sinon les allocations de chômage et d'assistance sociale. Et dans les pays du Sud où la misère est grande, il leur reste l'épuisement par la faim et la maladie, voire la mort violente.

Mais l'insécurité économique permanente menace aussi ceux qui sont juste au-dessus de la fragilité, ceux qui ont une petite qualification ou dont la compétence est encore utilisable par l'entreprise en perte de vitesse qui les emploie, tant qu'elle tient le coup. Dès que les exigences du marché se déplacent un peu ou que l'employeur disparaît, ils risquent d'être déclassés et mis au rebut sur un marché du travail qui n'a rien à offrir à des gens comme eux. Et ceux-là ne pourront pas trouver des capitaux et se lancer dans la création d'une petite entreprise. Ceux-là aussi connaissent l'angoisse de basculer un jour dans le chômage et de ne pas s'en sortir.

Une partie croissante de la population sent donc plus ou moins consciemment qu'il n'y a pas, en réalité, de place pour elle dans le monde de la compétition sans fin. Rien ne peut convaincre ces hommes et ces femmes que là il y aura une place pour eux, ni les promesses météorologiques de « retour de la croissance », ni les nièmes systèmes de formation et de recyclage proposés par les candidats aux élections, ni la clinquante mise en scène par les médias, la télévision surtout, d'un monde où ne circulent que des gagnants, tous riches et beaux, bouffis de succès et de bonheur.

Ces hommes et ces femmes sont alors tentés de se tourner vers les partis et mouvements populistes d'extrême droite (ou à leurs équivalents religieux), qui leur promettent une place au soleil après la chasse aux boucs émissaires, les « immigrés ».

Le libéralisme sans frein et sans limites rejette ainsi ceux qu'il éjecte, sans pouvoir ni vouloir les réinsérer, vers des partis qui n'ont que mépris pour la démocratie et qui rêvent de solutions autoritaires. Le libéralisme débridé finit par donner du poids aux ennemis de la démocratie, aux nostalgiques des régimes totalitaires.

3) Mais il y a plus grave encore parce que plus pernicieux, s'installant à l'intérieur même du débat public des démocraties. C'est la perversion de la parole lorsque l'impératif concurrentiel finit par dominer les mentalités : on finit par évaluer la parole publique d'après les critères, les valeurs de la compétition.

Une des valeurs maîtresses dans la gestion de toute entreprise soumise au marché, c'est l'*efficacité.* Une bonne gestion suppose d'abord la recherche de l'efficacité à tous les niveaux de l'entreprise. Atteindre ou augmenter l'objectif déterminé avec

la plus grande économie de moyens, c'est la condition première de la rentabilité. Que l'activité soit industrielle, commerciale, agricole ou de service, c'est l'efficacité qui prime.

L'efficacité est aussi la valeur dominante, le principal critère d'évaluation dans le domaine techno-scientifique. Dans leurs investissements, les entreprises mettent en œuvre des techniques et des résultats de la recherche scientifique : machines, procédés, ordinateurs, moyens de communication, de transport,… Chacun de ces moyens est d'abord jugé en fonction de son efficacité propre. L'entreprise doit acquérir au moindre coût les équipements et les technologies les plus efficaces. Et c'est normal en soi. Mais l'efficacité est un critère instrumental, une évaluation des moyens par rapport à une fin prédéterminée, par rapport à un objectif.

Depuis que l'économique a pris le dessus sur le politique et que la loi de la concurrence s'est imposée dans tous les secteurs de la vie maintenant soumis au marché, on voit la valeur d'efficacité s'infiltrer et devenir le critère dominant, voire exclusif, pour juger aussi les *paroles* dans le débat démocratique. Est jugée bonne en politique une parole qui a été *efficace.* C'est-à-dire une parole dont le calcul « a marché », une parole « opérationnelle ». C'est ce qu'on appelle « savoir communiquer ». Et les dirigeants politiques s'entourent tous d'experts en communication. Ceux-ci les conseillent justement sur les mots et les astuces à utiliser pour atteindre l'effet escompté dans l'opinion publique. Celle-ci est devenue un simple marché et les rivaux politiques essayent d'en arracher des parts à coup de paroles performantes.

Leurs moyens technologiques pour y arriver, ce sont les médias, eux-mêmes en concurrence féroce entre eux.

Par leurs commentaires, les journalistes sont largement complices de cette dérive, puisqu'ils passent leur temps à évaluer les paroles des hommes politiques à leur simple effet instrumental sur l'opinion, et qu'ils l'amplifient. « M. Untel est en mauvaise posture dans les sondages. Sa petite phrase lâchée hier soir va sans doute améliorer sa position. »

Mais il y a là un glissement très dangereux. Dans le débat propre à une démocratie, une *parole* n'est pas d'abord à juger en fonction d'une efficacité calculée par rapport à un rendement immédiat dans les sondages d'opinion. Elle est d'abord à juger en fonction de son rapport au *sens*, à un *projet de vie* en société et, dans toute la mesure du possible, par rapport à la *vérité* entre les hommes. Exprime-t-elle un sens de la vie ? Y a-t-il un projet derrière ? Peut-on souscrire à ce jugement parce qu'il semble véridique et défendable ? (Cette parole et les paroles qu'elle suscite en retour commencent en réalité une histoire entre les hommes, une histoire qui n'est pas de l'ordre du maîtrisable comme un produit qu'on fabrique).

Une parole publique est ensuite à juger en fonction de l'échange qu'elle permet d'instaurer avec des tendances de bords différents ou opposés. Il ne faut certes pas idéaliser la vie politique, elle est faite de la confrontation d'intérêts sociaux contradictoires. Mais elle ne peut pas faire fi de l'échange d'opinions et de jugements qui permet d'arriver à des compromis acceptables par une majorité.

Quand la valeur économique et technicienne de *l'efficacité* s'installe dans la vie politique, la manipulation et le *mensonge* finissent par être communément admis. Seule compte alors l'efficacité du coup en termes de marketing politique : ça marche ou ça ne marche pas, ça rapporte ou ça ne rapporte pas, c'est un coup juteux ou un coup foireux. Peu importent le sens, la vérité, le projet collectif. Il s'agit maintenant de balistique : comment ajuster le tir ? et combien de mots performants – perforants - faudra-t-il pour séduire l'opinion ou la retourner en sa faveur ? L'opinion publique n'est plus qu'une masse sans conscience dont il importe, techniquement, d'obtenir le réflexe escompté.

D'où cette vie politique obscène où seuls comptent finalement les calculs les plus vicieux pour que les médias marchent dans le coup et amplifient l'efficacité recherchée.

On peut en remercier l'impératif de compétitivité qui a envahi le politique après l'économique !

Cette évolution est bien plus dangereuse pour la démocratie que les nostalgies pourtant menaçantes de l'extrême droite. Car ce sont là des pratiques propres aux régimes *totalitaires*. Comme quoi le libéralisme triomphant tend à détruire la démocratie.

Ce sont les hommes effectivement au pouvoir dans les grandes et vieilles nations démocratiques, et bon nombre de leurs rivaux, qui sont imprégnés de cette mentalité et pervertissent leur propre parole. L'invasion et l'occupation de l'Irak, la façon dont elles ont été justifiées et défendues par les dirigeants américains, britanniques, italiens, espagnols… a été une loupe grossissante : elle a rendu manifeste une dégradation commencée bien auparavant et qui a atteint beaucoup d'autres démocraties, dont la France.

Si nous voulons sauver la démocratie, renouveler son idéal et ses principes, il faudra sortir du piège de la concurrence économique sans fin.

4
UN PROGRÈS TECHNIQUE SAUVAGE

Et l'on prétend encore que l'on va pouvoir protéger l'environnement, défendre la nature, empêcher les destructions écologiques et leurs conséquences pour la vie humaine ? Les gouvernants qui font semblant de s'en soucier le prétendent, oui, et beaucoup le croient ou font mine d'y croire. Il faut pourtant se rendre à l'évidence : ce n'est tout bonnement pas possible. Un régime de concurrence généralisée et sans frontières est incompatible avec le respect des équilibres écologiques. Vouloir les deux en même temps est une contradiction. On ne peut pas concilier les deux. On peut bien essayer d'y croire ou de mentir pour le faire croire, mais l'évidence s'imposera d'elle-même : entre l'autolimitation et l'escalade de la guerre économique, c'est la guerre qui l'emporte. L'eau, l'air, les sols, les aliments, la diversité biologique, les espèces, les forêts, le climat, tout cela ne résistera pas à la poursuite de la compétition généralisée.

Ce n'est pas que le libéralisme avec son culte de la concurrence soit la cause unique qui suffise à expliquer tous nos maux. Les ravages écologiques des anciens régimes communistes sont là pour prouver que ce serait un raisonnement trop simpliste. Les causes sont évidemment bien plus nombreuses et compliquées :

leurs racines remontent à la culture et à l'histoire de l'Europe à partir de la Renaissance. On n'entrera pas dans ce débat ici. Mais une chose est certaine : sortir de la concurrence généralisée est bel et bien une condition *préalable* si l'on veut espérer modifier le cours des choses. C'est une condition *indispensable* si l'on veut vraiment changer de cap et éviter de futures catastrophes écologiques, avec leurs sinistres effets en retour sur la santé et les conditions de vie des humains.

Pour des entreprises en lutte féroce sur des marchés ouverts et fluctuants, le respect de l'environnement apparaîtra toujours d'abord comme un coût et non pas comme un avantage. Dépolluer les rejets et les déchets de fabrication, chercher des procédés moins polluants, investir dans de nouveaux équipements, concevoir des produits recyclables une fois usés, etc. tout cela représente d'abord des coûts supplémentaires. De même, il sera plus coûteux de ménager les ressources naturelles (sols, forêts, poissons, énergies fossiles) que de continuer à les exploiter brutalement. C'est pourquoi les mesures de protection de l'environnement ne viennent pas spontanément des entreprises (ou si rarement) mais d'une autorité extérieure qui les leur impose, celle des pouvoirs publics, de l'Etat, ou de plusieurs Etats coordonnés quand il s'agit d'une réglementation européenne ou internationale.

Mais plus la concurrence est vive et plus les entreprises se trouvent agir à partir de territoires nationaux différents, plus il y a de chances que celles qui respectent le moins l'environnement seront avantagées par des coûts de production plus faibles. Les autres auront alors d'autant plus de réticences à investir pour satisfaire à des normes écologiques.

Comme les gouvernements nationaux ont perdu leur pouvoir politique réel sur la portion de l'économie mondiale se trouvant à l'intérieur de leurs frontières, ils n'ont pas intérêt à la défavoriser en lui imposant des normes auxquelles les pays concurrents ne sont pas prêts à souscrire. Le pouvoir politique de régulation nécessaire pour réorienter le fonctionnement de l'économie dans un sens plus compatible avec les contraintes de l'environnement, ce pouvoir craque, se fissure et s'effrite aujourd'hui à vue d'œil.

Il y a bien des lois nationales, des normes européennes, des accords internationaux qui interviennent, mais avec un retard croissant sur la réalité. La logique concurrentielle l'emporte et devient un frein puissant. C'est l'émotion publique, quand elle survient après un accident, une catastrophe, qui impose aux gouvernants « de faire quelque chose » pour avoir l'air d'agir. Mais c'est au coup par coup, à la traîne, après les désastres. Et ils sont de plus en plus réticents, compte tenu de la logique concurrentielle qui les obsède.

L'exemple le plus parlant est celui du protocole de Kyoto qui vise à diminuer les rejets de gaz à effet de serre : cet accord timoré, négocié à l'arrachée, déjà très en retard, que les Etats-Unis et la Chine, entre autres, ont refusé de ratifier, ce protocole s'achemine vers la mise en place d'un trafic légal de droits à polluer ! Pour pénaliser le moins possible les entreprises des pays rejetant beaucoup de gaz à effet de serre. A cette allure-là, le réchauffement du climat et ses effets chaotiques désastreux ont de beaux jours devant eux !

On ne peut pas arrêter le réchauffement du climat sans poser comme préalable, et dans les têtes d'abord, qu'il faut chercher à sortir de la logique concurrentielle débridée. Et la même chose est vraie pour tant d'autres pollutions et ravages écologiques. Prises dans la mêlée de la concurrence internationale, les entreprises font pression pour moins de normes et des seuils plus tolérants. Et les gouvernements nationaux, affaiblis et pris dans la même logique concurrentielle, se recroquevillent sur les intérêts immédiats. Ainsi périt le début de bonne volonté environnementaliste qui a, durant quelques courtes années, animé les Etats occidentaux. Désormais, les fantassins et les blindés de l'économie pourront s'affronter librement sur les champs de bataille du marché planétaire ! Tant pis pour l'herbe et les blés qu'ils piétinent… et pour les hommes qui pourtant en vivent.

On peut faire le même constat au sujet de l'orientation de la recherche scientifique et du progrès technique. Tant qu'on acceptera la compétition sans fin comme allant de soi ou comme nécessité inévitable, il ne sera pas possible aux sociétés humaines, et au monde comme humanité, de décider quel progrès technique serait souhaitable. Ce progrès sera de plus en plus le résultat imprévisible, sauvage, de ce qui sort de laboratoires en concurrence acharnée entre eux pour découvrir ce qui ouvrira des parts de marché à court ou moyen terme. Le long terme ne compte pas, il est en-dehors de leur horizon financier, pas plus que les conséquences sociales, sanitaires ou environnementales. Une dynamique concurrentielle n'étant pas maîtrisable, l'évolution scientifique et technologique qu'elle engendre ne l'est pas non plus. Les innovations surgissent et sont lancées au plus vite sur le marché, à grands renforts de pub, même si les études de mise au point sont longues et chères. Les sociétés humaines sont ainsi bonnes à être bouleversées en permanence, tant que cela crée des marchés où il y a des points à gagner contre les entreprises rivales. Mais sur le sens de ces bouleversements permanents où tout devient éphémère, la réflexion des entreprises affiche la mort cérébrale. « Il ne sert à rien de philosopher. Si on se met à se poser des questions comme cela, on perdra du temps et finalement des emplois. Ce n'est pas réaliste. Les laboratoires des concurrents vont prendre l'initiative et ils auront le dessus ».

Ainsi le vivant - le génome et les manipulations génétiques - est-il devenu une foire d'empoigne. Depuis que les chercheurs, largement aiguillonnés par la compétition internationale, ont ouvert ce nouveau champ d'application aux entreprises pharmaceutiques, phytosanitaires, agroalimentaires et autres, celles-ci font la course aux brevets, aux organismes génétiquement modifiés (OGM) à mettre sur le marché et rivalisent d'efforts publicitaires pour convaincre les consommateurs que c'est désormais indispensable à un mode de vie décent, moderne.

Mais elles font aussi d'énormes pressions sur les gouvernements des nombreux pays où elles espèrent un marché pour qu'ils s'abstiennent de toute réglementation restreignant ou interdisant ces produits. Dans ce bras de fer, c'est encore la logique de la concurrence qui l'emporte. Les gouvernements qui ont encore quelques réticences de principe envers les OGM ne résistent pas longtemps au chantage. Le Brésil de Lula a cédé, le moratoire de l'Union européenne a craqué…

Il leur reste le « principe de précaution », pour se protéger des responsabilités pénales en cas de désastre sanitaire ou écologique. Mais que pèse-t-il en face des pressions énormes des intérêts commerciaux en lutte entre eux ? Que pèse-t-il en face des accusations d'être un obstacle au « progrès » technique ? Et croit-on que des comités d'éthique nationaux vont pouvoir tenir longtemps dans cette violence guerrière qui s'est emparée du vivant ? A la question : quels sont les produits issus des manipulations génétiques que nous consommerons bientôt ? la réponse ne viendra que du marché. Tout ce qui est techniquement faisable et qui pourra être vendu, parce que donnant un avantage commercial à son producteur, se fera. Et les concurrents suivront dans la brèche ouverte. Avec les encouragements des Etats.

Poussé, aiguillonné, dopé par la logique concurrentielle, le « progrès » technique est une évolution collective imprévisible et aveugle. Une folle chevauchée collective où chaque acteur espère être gagnant mais où personne, aucune instance ne peut dire où l'on va. Une folle chevauchée collective où la responsabilité face aux générations suivantes, à commencer par nos propres enfants déjà nés, a disparu, chassée du débat politique et de nos esprits.

Voulez-vous encore continuer comme cela ? Voulons-nous vraiment cela ? Nous en porterons la responsabilité aux yeux de nos enfants et de nos petits-enfants.

Si nous voulons croire qu'il sera possible un jour à l'humanité de décider ce qu'elle fera de ses découvertes scientifiques et techniques, lesquelles elle souhaite et lesquelles elle veut exclure, si nous osons croire encore que la nature fait aussi

partie de la vie et que nous en sommes responsables, alors il faut commencer par sortir du piège idéologique de la compétition sans fin. Cela ne suffira pas, mais sans ce préalable dans les esprits, tout le reste sera vain.

II

POUR EN SORTIR

5
OSER PENSER, OSER RÉSISTER

Venons-en maintenant aux propositions. Dans quelles directions chercher la sortie du piège ? Il n'y a pas de recettes toutes faites, il n'y a pas de solutions toutes prêtes à appliquer. Le prêt à penser de gauche comme de droite est dépassé, périmé. Du libéralisme économique, c'est clair, on ne peut rien attendre d'autre que plus et pire de la même course destructrice à la rivalité permanente. De la pensée économique de gauche, qu'elle soit social-démocrate ou marxiste, on ne peut que constater l'échec et l'impuissance. Quant aux idées de la droite nationaliste en mal d'identité, n'en parlons pas : elles ne feraient qu'ajouter la violence policière et raciste à la violence blanche de l'économie.

Il est évident que le retour au protectionnisme, le rétablissement de barrières douanières élevées, ne pourrait que conduire à un cycle de représailles réciproques. Dans une économie mondialisée où les nations sont devenues extrêmement interdépendantes par leurs échanges commerciaux les plus divers, la nation qui déciderait la fermeture brutale à des importations entraînerait faillites et chômage dans d'autres pays, incitant à leur tour leurs gouvernements à rétorquer par des interdictions d'importation. Cette spirale-là serait une catastrophe écono-

mique et sociale pour tous. Elle aurait des conséquences politiques terribles.

Non, il ne faut plus espérer de solutions venant par le haut. Les solutions ne viendront pas des dirigeants politiques. Elles ne viendront pas des gouvernements, de ceux qui dirigent les Etats, ni de Bruxelles, ni d'accords multilatéraux entre Etats. Elles ne viendront pas du sommet. Elles viendront de la masse des citoyens, quels qu'ils soient et quelle que soit leur situation professionnelle ou leur statut social, si seulement ils se remettent à penser. A penser, à échanger entre eux, à débattre pour ouvrir de nouvelles perspectives d'action.

Cela ne veut pas dire que les Etats ne compteront pas. Un jour les partis et les dirigeants politiques devront bien prendre en compte ce qui sera devenu assez fort, assez bien exprimé et assez construit comme idées et comme mouvements sociaux dans leur pays pour en tenir compte dans leurs décisions. Et cela se produira dans plusieurs pays en même temps, un peu partout dans le monde. Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour quelques années encore – mais le temps presse dramatiquement – la première urgence, c'est de se remettre à penser. A penser de manière toute nouvelle dans une situation mondiale qui n'a jamais existé auparavant et qui a totalement échappé à toute maîtrise.

Les chapitres suivants ne proposent pas de solutions non plus. Ils ont pour seule ambition d'orienter la réflexion dans des directions où il y a des chances de se poser de *bonnes questions*. Les mauvaises questions rendent stérile, elles ne font que bloquer la pensée et l'envie d'agir. Les bonnes questions au contraire, même quand on n'entrevoit pas de réponse, rendent créateur : elles mettent la pensée en route, font avancer la prise de conscience et permettent de trouver et d'inventer des réponses authentiques. A condition qu'on ait le courage de se les poser.

Voici cinq directions qui valent la peine d'être explorées. (Il y en a sans doute d'autres. Aux lecteurs et lectrices de compléter.) Chacune fera l'objet d'un petit chapitre.

La première des urgences se situe au niveau personnel de chacun. Il faut oser penser, oser penser par soi-même, oser résister.

Qu'on soit chef d'entreprise, cadre, technicien, agent de production, chercheur, employé administratif, agriculteur, artisan, commerçant, fonctionnaire,… la question de la compétition sans fin nous est personnellement posée. Au fond de moi-même, qu'est-ce que je pense de cette concurrence effrénée à laquelle je participe tout en la subissant ? Cette loi perverse qui nous oblige tous à prendre le travail des autres, par marché interposé, pour ne pas perdre le sien, à détruire des emplois ailleurs pour en sauvegarder ici, à tuer pour ne pas être tué, qu'est-ce que j'en pense dans mon for intérieur ? Je l'approuve ? Je trouve cela excitant et cela me valorise, je suis un battant, né pour gagner? Cela me met mal à l'aise ? J'évite d'y penser parce que cela me fout le cafard ? Il m'arrive d'y penser et d'être écœuré, mais je me tais parce que cela ne sert à rien de se ronger quand on ne peut pas faire autrement ? Je râle tout seul dans mon coin et je désespère ?…

Personne n'échappe à la question et chacun y a déjà répondu un jour d'une manière ou d'une autre, ne serait-ce qu'inconsciemment.

La première des choses à faire, c'est donc d'oser s'expliciter à soi-même ce qu'on pense vraiment, honnêtement. Les idéologues du libéralisme, les fanatiques, ceux qui ne cherchent que des rivaux à écraser pour prouver leur puissance, les féodaux de la guerre économique, ceux-là garderont sans doute leurs convictions. (On peut seulement espérer qu'un jour, peut-être, un événement les fera douter…) Mais si l'on n'est pas de ceux-là, si on n'est pas si convaincu que cela, que pense-t-on vraiment ? Pourquoi n'oserait-on pas s'avouer franchement qu'on est mal à l'aise ? Que cela gâte la joie de vivre, qu'il y a toujours quelque part un regret, une mauvaise conscience qui empêche de se réjouir vraiment d'un succès. Qu'il y a toujours aussi la peur

latente de régresser, de perdre son emploi, son travail, et d'être exclu, et qu'on se plie à cette peur. S'avouer son malaise, se le dire honnêtement, c'est le premier pas.

Mais cet aveu est dur à porter si on le garde pour soi. On risque de se ronger tout seul, de se culpabiliser et de déprimer. Le pas suivant consiste à confier cet aveu à d'autres, à en parler. Il faut que cela passe de la question solitaire à la question partagée, portée avec d'autres en qui on a confiance.

A chacun de trouver les personnes de confiance auxquelles exposer ses doutes, son malaise, ses critiques, son désaccord avec ce que l'impératif de compétition lui impose. Ce peut être le conjoint à qui on n'en avait jamais parlé, ou des proches, ou des amis sûrs, ou une de ces rencontres inattendues où la confiance s'établit spontanément,… Peut-être les discussions sur la Constitution européenne, avant et après le referendum, ont-elle révélé des personnes à qui parler en confiance.

La parole commençant ainsi à se libérer, on peut se mettre en route, commencer à penser pour résister. Mais il devient nécessaire à ce stade de trouver des interlocuteurs qui en sont au même point ou qui sont déjà passés par l'aveu de leur malaise ou l'expression ouverte de leur désaccord. Il faut trouver d'autres personnes prêtes à en discuter et à analyser la situation ensemble. Des personnes disposées à chercher ensemble ce qu'il serait possible de faire pour mieux résister et chercher des issues nouvelles. Pourquoi ne pas créer à quelques uns des groupes informels pour en discuter ? A chaque groupe de s'organiser et d'évoluer selon la maturation de ses membres. Sachant qu'un groupe informel de ce genre peut se structurer pour durer, s'il se révèle très créateur, ou choisir de se dissoudre après avoir donné le meilleur de ce qu'il pouvait donner.

Il y a aussi des mouvements et des syndicats où ces questions pourraient être débattues, surtout depuis que le referendum est passé par là. A condition que ce soit en groupes restreints permettant la prise de parole de chacun des participants, librement, et sans doute en groupes chargés clairement d'aborder

directement ce sujet-là. Sinon on retombe facilement dans les habitudes et les vieilles rengaines de l'organisation, celles où l'on connaît d'avance les questions et les réponses.

Reste le plus difficile, ce qui demande le plus de courage : aborder le sujet sur le lieu de travail, en parler avec ses collègues. Les solidarités et les amitiés créées dans les groupes et lieux de réflexion en dehors du travail doivent aider à franchir ce pas. Et il vaut mieux ne pas le franchir sans avoir déjà de solides soutiens extérieurs de ce type. A chacun d'évaluer ensuite les risques d'en parler sur son lieu de travail, en fonction des personnes, des relations internes et du climat plus ou moins oppressant dans l'entreprise. A chacun de juger s'il se sent assez fort pour le faire, compte tenu des répressions possibles, des risques éventuels d'être mis sur la touche et de perdre sa place.

Mais n'est-ce pas nécessaire de faire un jour ce pas ? C'est bien sur le lieu de travail, dans l'entreprise, collectivement, que le malaise est d'abord vécu. Si l'on veut commencer à mettre en cause la réalité concurrentielle, c'est bien là aussi qu'il faudra chercher comment, un jour, passer à l'acte concrètement. Comment le faire si on n'a pas d'abord trouvé parmi les collègues ceux qui, comme soi-même, n'adhèrent plus à l'impératif de compétition sans fin ? Ce n'est qu'en se risquant à aborder le sujet autour de soi qu'on pourra mesurer le degré de dissidence de certains et, comptant sur eux, créer des solidarités internes pour en convaincre d'autres ensuite. C'est cette libération de la parole, avec les amitiés qu'elle suscite, qui permettra de surmonter la peur et de créer peut-être dans l'entreprise un état d'esprit collectif grâce auquel des transformations radicales pourront être tentées un jour.

Au niveau de l'entreprise, on ne dispose évidemment pas de la liberté de se retirer de la compétition, qui est justement une dure contrainte globale, extérieure et anonyme. Mais il est possible de réfléchir à l'action *externe* propre à l'entreprise, à des *inflexions* de stratégie commerciale, de choix d'approvisionnements, de décisions d'investissement, de partenariat,… dont

la mise en œuvre à terme contribuerait à « calmer le jeu » plutôt qu'à exacerber toujours plus l'agressivité. Comment faire émerger une telle réflexion sur l'action externe de l'entreprise s'il n'y a pas eu, d'abord, un changement dans les relations *internes*, dans l'ambiance, l'état d'esprit interne au cours des réunions qui contribuent à la prise des décisions ?

Oser penser, oser résister, personnellement d'abord. Sans quoi rien ne se fera.

En faisant ces premiers pas, beaucoup éprouveront un sentiment de culpabilité. Il accompagne l'aveu du malaise intérieur et la prise de conscience de ce à quoi on participe, avec ses conséquences souvent brutales pour d'autres, ses côtés parfois sordides et les compromissions dans lesquelles on a marché. Il ne faut pas s'attarder à ce sentiment de culpabilité. C'est un passage, un passage souvent nécessaire. Mais à condition de ne pas s'enliser dans la culpabilisation. Ce qui compte, c'est d'arriver ensuite à la conscience claire d'une responsabilité à assumer, personnellement et collectivement. Alors, oui, on devient capable de porter le poids du passé, tout en éprouvant ce sentiment de libération qui vient avec le fait d'être pleinement en accord avec soi-même et d'oser résister aux pressions ambiantes. Et celles-ci ne manqueront pas !

6
REMAILLER UN TERRITOIRE

Une fois que l'état d'esprit des relations internes à l'entreprise a suffisamment évolué pour laisser place au doute et qu'il devient possible d'en parler entre collègues de travail, du moins une partie d'entre eux, se pose la question de ce qu'il serait possible de faire dans l'immédiat. Que peut faire l'entreprise pour tenter au moins de calmer un peu le jeu autour d'elle, telle qu'elle est insérée dans l'économie ? La question concerne évidemment d'abord les cadres et les indépendants, dans la mesure où ils participent aux décisions. Mais les autres salariés, ceux qui n'ont aucun pouvoir de décision, sont concernés aussi : leur état d'esprit et leurs interrogations parallèles, si elles sont suffisamment affirmées dans l'entreprise, peuvent peser lourd dans la balance.

Y a-t-il des occasions dans les échanges de l'entreprise avec l'extérieur où des décisions pourraient contribuer à calmer la folie concurrentielle, à basculer doucement vers moins de compétition plutôt que vers toujours plus ? Ou bien des choix d'investissement ? Les deux, sans doute.

Ce chapitre traitera de la première question, celle des échanges de l'entreprise avec l'extérieur. C'est une autre des cinq directions dans lesquelles on doit chercher. Ces échanges

peuvent offrir des occasions à saisir, à condition que l'on soit déjà dans l'état d'esprit résistant qui permet de les apercevoir, de les remarquer.

Voici une ouverture possible. Pourquoi ne chercherait-on pas, justement, à repérer toutes les occasions où l'entreprise dans laquelle on travaille pourrait contribuer à fractionner en plusieurs marchés distincts, séparés, le marché global où elle s'affronte à l'ensemble de ses concurrents ? Chercher à fractionner peu à peu le grand marché sans frontières dans la violence duquel on est aspiré en plusieurs marchés déconnectés entre eux et trouvant peu à peu leur territoire propre, cela pourrait être une voie de sortie possible. En jouant sur des marges dans les décisions ordinaires de la vie de l'entreprise, on pourrait alors commencer à leur donner une orientation résistante ou dissidente. Quelques explications sont ici nécessaires.

Pour réaliser son activité propre, quelle soit agricole, industrielle, commerciale ou de service, une entreprise quelle qu'elle soit doit acheter à l'extérieur ce qu'elle ne produit pas elle-même (et qui varie selon l'activité dans laquelle elle est spécialisée). Il s'agit d'énergie, de matières premières ou semi-transformées, de machines, d'équipements de bureau, de télécommunications, de véhicules, de petites fournitures courantes, d'emballages, de services divers (informatiques, publicitaires, de nettoyage, de transport, etc.)… Les rapports avec ses fournisseurs sont des rapports de marché où joue aussi férocement qu'ailleurs la concurrence. La sélection des fournisseurs retenus, parmi l'offre sur le marché, est essentiellement dictée par la recherche des coûts de production les plus bas, à qualité ou service équivalent.

De l'autre côté, l'entreprise vend sa propre production (produits agricoles ou alimentaires, ou équipements industriels, ou produits manufacturés, ou services…) à des clients conquis par la bataille sur le marché. Les clients sont d'autres entreprises ou des consommateurs individuels (les intermédiaires commerciaux que sont les centrales d'achat de la grande distribution pouvant dicter leurs conditions).

Par ces achats intermédiaires entre les entreprises et leurs ventes respectives jusqu'au marché final, se dessinent de longues filières compliquées qui vont des matières premières jusqu'aux produits finals (aliments, biens manufacturés, services) livrés à la consommation. Les filières qui aboutissent à un produit de consommation donné (tel que des conserves de légumes, des baskets, des motos ou des C.D., par exemple) relient ainsi entre elles de nombreuses entreprises spécialisées, réparties sur un territoire géographique devenu aujourd'hui sans frontières, transnational, souvent mondial.

Pour en donner une toute petite idée, très partielle, voici un exemple banal, celui des pots de yaourt que chacun peut trouver dans les rayons de n'importe quelle grande surface. Une chercheuse allemande a analysé ce cas de près en Allemagne[1].

Son but était d'étudier la quantité d'espace traversé pour produire une chose aussi simple qu'un yaourt et de calculer combien d'énergie et de pollution cela représentait. On ne retiendra ici que le calcul de l'espace. L'exemple montre bien comment la généralisation de la rivalité concurrentielle pousse les échanges inter-entreprises le long d'une filière donnée (ici celle des pots de yaourt) à se dégager de toute insertion dans un territoire particulier, à devenir « hors sol » : les flux d'énergie, de matières et de services nécessaires sont interconnectés, intégrés à travers un espace désormais sans limites.

Il s'agit d'un yaourt aux fraises en pot de verre, vendu par une entreprise coopérative de Stuttgart. Le verre a été fabriqué à Neuburg, en Bavière, à partir de tessons de verre récupéré, de sable, de chaux, de zinc provenant de diverses régions d'Allemagne (Frechen, Solingen, Hülligen, Essen, Düsseldorf). Réunir ces matériaux représente 546 km de transports. Pour apporter le pot fini à la coopérative laitière de Stuttgart, il faut ajouter 260 km. Le lait a été récolté dans 5930 fermes par 44 camions-citernes qui collectent chaque jour 400000 litres. La

[1] Thèse de Stéphanie Böge ; voir *Silence*, n° 167/168, juillet-août 1993, p. 12/13, l'article de Michel Bernard : « Le voyage d'un yaourt aux fraises ».

distance moyenne entre les fournisseurs et l'usine est de 36 km. Les fraises sont cueillies dans des plantations en Pologne, transportées par avion à Aix-la-Chapelle où elles sont séparées puis transportées en camion à Stuttgart. Elles ont parcouru 1246 km. Le sucre vient de betteraves récoltées dans la région d'Offenau et de Heilbronn, à 35 km en moyenne de la raffinerie, elle-même située à 72 km de l'usine, soit un total de 107 km. Les bactéries pour faire fermenter le lait proviennent d'une entreprise au Nord de l'Allemagne à 917 km. Le couvercle est en aluminium. L'aluminium est fabriqué à Grevenbroich, dans la région rhénane, à partir de bauxite et d'aluminium brut, d'où il est transporté sur 560 km à Weiden où une autre usine fabrique les couvercles, ceux-ci étant ensuite expédiés à la coopérative de Stuttgart, soit 304 km. L'étiquette sur le pot est imprimée à Kulmbach, à 314 km, l'imprimerie faisant venir son papier de Vetersen en Basse-Saxe, soit 634 km. La colle pour l'étiquette, faite de poudre de maïs provenant des stocks belges et hollandais de la C.E.E. (aujourd'hui l'U.E), est envoyée par une firme de Düsseldorf à Stuttgart, soit 419 km. Les pots de yaourt sont ensuite conditionnés dans un emballage carton fabriqué à Varel et Ludwigsburg, à 647 km, le tout étant emballé dans un film plastique fabriqué à partir de granulat par une entreprise en France, à 408 km. Ces lots de yaourts sont ensuite emballés dans des gros cartons confectionnés par une usine à Bad Rappenau à 55 km, les composants (carton ondulé, papier kraft…) étant fabriqués à Aalen et Köln en Allemagne et à Obergrunburg en Autriche, soit 1048 km de transports. La colle en résine synthétique vient d'une usine de Lüneburg, au Nord de l'Allemagne, à 659 km, qui achète ses matériaux de base à Hambourg, soit 75 km.

Ces cartons de yaourts, produit final vendu par la coopérative de Stuttgart, sont ensuite commercialisés dans toute la région, le parcours moyen entre l'usine et les magasins où se fait enfin la rencontre avec les consommateurs étant de 668 km.

Au total, la distance parcourue par l'ensemble des ingrédients aboutissant à un pot de yaourt disponible en rayon est de 9115 km !

Depuis 1992, date de publication de cette étude, le processus de dislocation des territoires s'est encore accentué sous l'effet de la mondialisation de l'espace concurrentiel. Une multinationale française de l'alimentation, notamment, est partie à la conquête du marché du yaourt en Europe et même au-delà. Au total, le volume des marchandises transportées augmente sans cesse et la distance sur laquelle elles sont transportées aussi. De plus en plus de produits sont transportés de plus en plus loin. Dans l'Union européenne, les transports routiers de marchandises, mesurés en tonnes-kilomètres, ont augmenté de plus de 50 % entre 1990 et 2001.

Dans l'exemple du pot de yaourt, on voit très bien toutes les unités de production en Allemagne, en Pologne, en Autriche, en France, en Belgique et aux Pays-Bas, auprès desquelles la coopérative de Stuttgart s'approvisionne pour fabriquer ses yaourts. (Il faudrait y ajouter les fournisseurs d'énergie, électricité et pétrole, pour le fonctionnement de ses propres cuves, machines et frigos, et ses fournisseurs en matériel de bureau et en télécommunication pour la gestion, …)

De la même façon, chacun pourrait chercher à répertorier l'étendue géographique dans laquelle est insérée l'entreprise où il travaille, en remontant en amont vers tous ses fournisseurs et en aval vers ses clients. La question à préciser devenant ensuite celle-ci : ne peut-on pas détecter, aussi bien en aval qu'en amont, des occasions où les contrats d'achat ou de vente de l'entreprise pourraient prendre en compte des critères géographiques de proximité ? N'y a-t-il pas des cas où, à prix équivalents, transport compris, des affaires pourraient être conclues en privilégiant le fournisseur le plus proche (et réciproquement le débouché le plus proche) ?

En allant plus loin, n'y aurait-il pas place parfois pour un partenariat inter-entreprises dont le but serait de recomposer progressivement la filière, ou plus exactement une partie de celle-ci, sur la base d'un territoire commun, plus limité, plus proche ?

Si la notion de territoire plus proche, plus local, était mise en avant avec insistance jusqu'à ce qu'elle devienne un critère admis, reconnu et utilisé dans les décisions d'approvisionnement (et de commercialisation) des entreprises, une brèche serait ouverte dans la toute-puissance de la logique concurrentielle. A prix équivalents, transport compris, on choisirait explicitement, parmi l'offre sur le marché, les plus proches.

Mais pour quelles raisons ce critère territorial pourrait-il aider à sortir de la concurrence obligatoire et généralisée ? Pour deux raisons qui se combinent et se renforcent mutuellement.

1) La première, c'est le remaillage des activités sur un même territoire. L'exemple des yaourts montre comment, dans un cas précis, le territoire concret, particulier, habité a disparu, disloqué au profit d'un espace économique général et abstrait. Il en est de même et souvent bien pire pour la plupart des activités aujourd'hui. Que dire des filières des haricots du Sénégal, des articles ménagers de Chine ou des vêtements de coton américains confectionnés en Colombie, tous disponibles sur le marché européen ?

Mais supposons maintenant que dans plusieurs entreprises concurrentes, c'est-à-dire spécialisées dans la même activité, le même produit ou service, mais implantées en des lieux très différents de par le monde, se dessine un mouvement tendant à favoriser les fournisseurs les plus proches, à prix comparables. Que se passerait-il à terme ? A terme on verrait leurs filières respectives se recomposer progressivement, du moins en partie, maillon par maillon, sur des espaces géographiques différents et plus circonscrits. La coopérative de Stuttgart commanderait ses étiquettes et ses conditionnements en carton à des unités de production plus proches - elles peuvent exister dans une grande ville comme Stuttgart - et ses concurrents, notamment français, amorceraient un repli géographique semblable (en attendant de pouvoir en faire autant pour les fraises, où la différence de prix est notable). Se formeraient alors *en pointillé*, pour ce seul produit (par exemple le yaourt), des territoires différents, des territoires concrets et humains (une région proche de Stuttgart et d'autres en France et ailleurs).

Supposons maintenant que le mouvement d'analyse critique des commandes en fonction du critère territorial se répète aussi dans bien d'autres entreprises, appartenant à des secteurs d'activité fort différents : on verrait alors le repli des diverses filières correspondantes donner de plus en plus de réalité économique et humaine à ces territoires différents en formation. La réalité de ces territoires distincts prendrait des contours de plus en plus précis, passant du pointillé flou au trait plus affirmé.

Ce mouvement progressif, amorcé dans les entreprises à partir d'une marge de manœuvre dans leurs commandes, conduirait à un début de remaillage de territoires humains trouvant une identité économique nouvelle.

Pour bon nombre de produits, le grand espace abstrait du marché transnational pourrait se fractionner en territoires économiques distincts et plus autonomes. Et ces territoires plus petits, plus proches de la vie réelle des hommes et des femmes qui les habitent, trouveraient en même temps une nouvelle diversification économique interne. Chaque territoire en formation verrait se remailler un tissu d'activités économiques propres où les complémentarités et les échanges internes pourraient jouer plus facilement.

Pour remailler le territoire en de multiples lieux du monde, il faut commencer par recomposer les filières à partir des commandes des entreprises, à chaque fois que cela se révèle faisable. Se constitueraient ainsi des territoires réels mais distincts, pouvant ne pas être en concurrence entre eux, leurs marchés internes étant, pour partie du moins, séparés.

C'est ici qu'intervient l'autre explication.

2) La deuxième raison pour laquelle le critère territorial pourrait contribuer à limiter la concurrence, c'est en effet l'autonomisation progressive des marchés d'un territoire à l'autre.

Pour chaque activité où une territorialisation nouvelle d'une partie de la filière a réussi, les différents territoires vont former

des marchés suffisamment indépendants les uns des autres pour n'être pas des lieux de rivalité où les producteurs de territoires différents devront nécessairement s'affronter. (Une concurrence interne à chaque territoire pourra encore exister, mais sans envahir les territoires voisins ou plus lointains).

La structure typique de la boulangerie en France en est un exemple très simple. Pour des raisons culturelles particulières, les Français ont sauvegardé la production de pain ancrée dans un territoire très limité, très local, celui du quartier, celui du village. Et cela malgré une attaque en règle, il y a des années, par des panifications industrielles naissantes, attaque qui a échoué. Le petit fournil moderne de l'artisan boulanger actuel est on ne peut plus territorialisé (alors que d'autres pays connaissent des panifications sans territoires, en guerre perpétuelle pour s'arracher les consommateurs à des centaines de kilomètres à la ronde). Or chaque boulangerie de quartier a son territoire propre et n'en sort pas. Les boulangers ne cherchent pas à conquérir la clientèle des quartiers avoisinants et à éliminer leurs collègues par la guerre des prix et des campagnes publicitaires. Ils ne sont pas dans l'obligation de croître ou périr. Bien plus, ils peuvent même pratiquer des prix différents pour la plupart de leurs pains. Leurs marchés respectifs sont liés à des territoires différents, tel quartier de la ville ou tel village, et leurs habitants respectifs. Et pourtant ces différences de prix ne provoquent pas des déplacements de clientèle. Les quartiers d'une même ville se suivent les uns les autres, leurs habitants en traversent beaucoup dans leurs trajets domicile-travail et leurs sorties, mais les marchés territorialisés des boulangers gardent leur autonomie. Ils sont protégés de l'entrée en concurrence les uns contre les autres.

Mais si l'on remonte les filières qui aboutissent au pain produit par ces dizaines de milliers de boulangeries en France, il n'en va pas de même : les minoteries sont en concurrence dans un vaste espace et les agriculteurs produisant du blé s'affrontent sur les marchés européens et mondiaux.

Plus le remaillage des territoires avance, plus il y a d'activités économiques différentes dont les marchés respectifs peuvent s'autonomiser d'un territoire à l'autre. Et plus il y a de marchés autonomisés, plus les territoires se précisent, prennent forme et se retirent de l'emprise de cette concurrence forcée qui ravage un espace mondial abstrait.

Voilà pourquoi chacun est invité à explorer avec ses collègues de travail, dans l'entreprise, les possibilités réelles que peuvent receler les commandes auprès des fournisseurs en amont dans la filière (ou les ventes en aval). Ces possibilités ne sont bien sûr pas les mêmes dans l'électronique, la boulangerie, les hôpitaux, la confection, la transformation des produits laitiers, le cinéma, les cimenteries, etc. Dans chaque secteur d'activité, dans chaque branche, les filières diffèrent, chacune ayant ses caractéristiques particulières, plus ou moins lourdes selon les cas. Mais partout ces possibilités existent à des degrés divers. Il importe justement d'évaluer et de tester ces possibilités dans chaque secteur d'activité et dans chaque entreprise particulière. C'est un pas à notre portée, à la portée de chacun en tant qu'il s'implique dans les décisions de cet ordre sur son lieu de travail. Parce qu'il peut s'informer et avoir son mot à dire, s'il est cadre, ou parce qu'il cherche à avoir droit à l'un et à l'autre, s'il est un salarié de base, particulièrement s'il est syndiqué.

Remonter les filières pour jouer sur les commandes et contribuer ainsi à remailler le territoire où l'on vit, voilà des actes de résistance déjà possibles, des actes pour sortir de la concurrence.

Et dans tous les pays du monde, il y a des territoires à remailler. Dans tous les pays du monde, il y a à faire émerger des territoires économiques à échelle humaine échappant à la violence aveugle de la concurrence du grand large.

7
CHANGER D'ÉCHELLE

A partir de l'entreprise où l'on travaille, il sera possible jusqu'à un certain point de modifier la filière dont elle fait partie en vue de favoriser le remaillage du territoire. Mais jusqu'à un certain point seulement. Au delà, on se heurtera à une limite, due à la structure technologique des entreprises en amont (ou en aval) ou de leurs unités de production.

Reprenons l'exemple de la filière des pots de yaourt en nous situant du point de vue de la coopérative laitière de Stuttgart. Si celle-ci pourra sans doute trouver dans un rayon plus proche et à prix équivalents un autre fournisseur de conditionnements en carton et un autre imprimeur d'étiquettes, ce qui aiderait à resserrer le tissu local, elle pourrait bien ne pas en trouver pour les pots en verre et les couvercles en aluminium.

Une usine de verre creux a une telle capacité de production, en raison de la technologie utilisée, qu'elle peut agir de manière compétitive dans un rayon considérable de l'espace économique national ou transnational. Pour aller au-delà, toujours du point de vue de la coopérative laitière, il faudrait qu'aient eu lieu d'abord des changements profonds dans la technologie du verre creux, permettant de concevoir des unités de production bien plus petites. L'une d'entre elles pourrait alors se trouver installée dans un rayon plus proche, être choisie comme fournisseur et entrer dans le remaillage du territoire local.

On pourrait sans doute faire la même analyse pour l'entreprise fabriquant les couvercles en aluminium : là aussi il faudrait une autre technologie permettant de changer d'échelle pour que ce maillon supplémentaire puisse entrer dans les échanges locaux avec la coopérative.

Si maintenant on se situe du point de vue des personnes qui travaillent dans l'entreprise de conditionnements en carton, ou dans l'imprimerie d'étiquettes, ou dans l'unité fabriquant des couvercles en aluminium, toujours à la recherche d'approvisionnements plus proches, le mur auquel on se heurterait serait celui des technologies constituant respectivement l'usine de carton ondulé, l'usine de papier et le laminoir produisant les feuilles d'aluminium : dans les trois cas il s'agit de technologies lourdes à gros débit.

Autrement dit, si l'on veut poursuivre plus loin le remaillage du territoire afin de le dégager mieux encore de la compétition obligatoire, il y a une limite au-delà de laquelle apparaît la question : pourrait-on changer d'échelle ? pourrait-on repenser les technologies pour changer d'échelle ?

S'ouvre alors une autre direction dans laquelle chercher des informations, développer l'esprit critique, la curiosité et la créativité. Dans cette direction-là, ce sont avant tout les personnes qui participent à l'élaboration des décisions sur les investissements productifs dans l'entreprise qui seront sollicitées : chefs de production, ingénieurs et techniciens. Mais encore une fois, s'il n'y a pas en même temps une poussée de questions critiques exprimées et débattues dans le même sens par les autres catégories de personnel, il y a moins de chance que ces recherches soient vraiment lancées. On retrouve encore ici la nécessité d'entretenir et de poursuivre toujours plus loin la discussion interne à chaque entreprise. Le débat sur la taille des investissements productifs et leur lien avec la compétition sans fin

concerne donc tout le monde dans l'entreprise. Il concerne aussi les chercheurs, ingénieurs et techniciens dans les industries de pointe qui conçoivent et développent les technologies sous forme de biens d'équipement achetés par l'entreprise.

Au bout du compte ce débat concernera aussi la plupart des entreprises : pas seulement celles qui apparaîtront ici et là comme un obstacle au remaillage, celles dont on pourrait regretter que leur capacité de production trop grande les mette en dehors du remaillage déjà amorcé, mais également les premières entreprises qui, dans la filière, auront pris l'initiative de ce remaillage du territoire. Parce que la question peut leur être renvoyée du dehors par d'autres entreprises de la même filière, plus en amont ou plus en aval : « Et vous, pourquoi vos investissements vous éloignent-ils tant de nous ? Ne pourriez-vous pas, vous aussi, changer d'échelle et vous rapprocher de notre territoire à nous ? » Quelles sont par exemple les limites qu'impose au remaillage du territoire la taille des équipements installés par la coopérative de Stuttgart pour la transformation du lait collecté ? La question pourrait revenir du dehors aux salariés de la coopérative, ne serait-ce que de la part d'un de ces commerces d'alimentation obligé de faire payer à ses clients en moyenne 668 km de transport pour s'approvisionner en yaourts.

La mise en cause de la taille des investissements et l'interrogation sur les possibilités technologiques de produire à une tout autre échelle, plus proche d'un territoire local, se présentent donc à l'horizon de la grande majorité des entreprises si l'on veut sortir de la folle compétition. C'est une question cruciale qu'il faudra bien que nous abordions un jour.

Bien sûr, il y a des différences selon les filières : les contraintes technologiques ne sont pas les mêmes dans les filières agro-alimentaires des plats cuisinés, celles de l'automobile, des produits pharmaceutiques ou des DVD… Et ce qui est un investissement lourd dans une filière donnée peut paraître léger, comparé à ce qui est la norme dans une autre. Mais force est de constater que rares sont les filières aujourd'hui qui échappent aux investissements visant à doter les entreprises d'une capacité de production à grande échelle. Ces investissements lourds sont *les armes de la guerre économique*. Ce sont les armes pour conquérir des marchés toujours plus éloignés dans l'espace économique, des armes capables de projeter l'action des entreprises de plus en plus loin vers l'horizon mondial.

Sont considérés comme intéressants dans une entreprise les investissements en machines, en procédés, en méthodes d'organisation, en applications nouvelles des connaissances scientifiques, etc., quand ils peuvent augmenter la productivité (à condition que l'investissement lui-même soit rentable et que l'entreprise puisse la financer, ce qui dépend de ses réserves en capitaux et de sa marge bénéficiaire). Et si le gain de productivité rapporte une meilleure position sur le marché par rapport aux concurrents, il faudra prévoir une extension des capacités de production pour suivre la croissance du marché. Augmenter les capacités de production, c'est le signe que l'entreprise est compétitive et que son marché s'étend. Elle gagne du terrain, au sens propre comme au sens figuré : c'est la production de ses propres unités ou établissements qui supplantera la production des sites appartenant aux concurrents. (Même le rachat des sites d'un concurrent se termine le plus souvent par des fermetures.) Au sens propre, les unités de production les plus puissantes font progressivement le vide autour d'elles. Leur rayon d'action s'élargit et l'espace dans lequel vont se poursuivre les rivalités concurrentielles s'étend. Ainsi les investissements sont-ils la principale arme de la compétition. Ils mobilisent les acquis les plus récents des sciences et des techniques dans une course à la puissance qui supprime les distances, permet d'atteindre de plus en plus loin les clients et donne les moyens concrets d'envahir un espace économique transnational. Plus la puissance technologique concentrée sur le site de production est élevée, plus l'invasion du terrain adverse peut être profonde, et plus le marché peut s'étendre. (Une même entreprise peut évidemment avoir plusieurs sites de production répartis dans le monde. Mais

quoiqu'il en soit, la tendance sera non pas à la dissémination d'unités de production de plus en plus petites et dispersées, mais la concentration progressive sur les plus performantes.)

A 10000 œufs par jour, un poulailler industriel affronte des concurrents sur des centaines de km à la ronde. A 1000000 d'enveloppes par jour, une usine de façonnage de papier se bat dans un espace national ou européen. Avec un parc de 5000 véhicules, une entreprise de location d'automobiles impose son réseau face à celui des concurrents à l'échelle internationale. Il en est de même des puissantes centrales d'achat de la grande distribution par rapport à l'espace transnational sur lequel elles drainent leurs fournisseurs et s'implantent pour damer le pion à leurs adversaires. Etc. Par la puissance de ses investissements, l'entreprise s'ouvre un marché croissant dans l'espace mondial. Et réciproquement, l'entreprise ne peut occuper cet espace croissant que grâce à la puissance de ses investissements. La puissance des technologies de production va de pair avec l'étendue de l'espace pénétré, conquis, occupé.

Ainsi la mondialisation des marchés entraîne-t-elle nécessairement une mobilisation accrue des sciences et des techniques au profit des capacités de production qui sont indispensables à cette vaste échelle. Et réciproquement, les investissements lourds permettent seuls d'occuper (très provisoirement !) le terrain des marchés conquis dans le monde. La puissance des armes va de pair avec l'espace conquis.

Si l'on veut vraiment se dégager de cette compétition mondialisée, il faudra bien chercher comment réduire la puissance des armes. Si l'on veut vraiment tendre vers une vie économique plus pacifiée pour tous les peuples, il faudra nécessairement concevoir de part et d'autres des moyens de production moins invasifs parce que moins puissants. Il faudra changer d'échelle et repenser ou concevoir des technologies en conséquence.

Mais voilà qu'on entend tout de suite l'objection : « Remettre en cause l'échelle de production, les technologies à la base de nos capacités de production, mais c'est insensé ! Vous savez

bien qu'il y a des *économies d'échelle* ! Que les coûts de production par unité produite diminuent avec l'augmentation de la taille des équipements et de leur performance. Plus les séries sont grandes, ou plus les flux, les débits sont élevés, plus le coût unitaire du produit baisse. C'est bien pour cette raison que les agriculteurs agrandissent leurs exploitations et investissent plus lourdement en machines, que les usines industrielles plus grosses éliminent les petites, que les grandes surfaces écrasent les commerces de quartier. »

Oui, mais si la puissance des unités de production qui est devenue règle générale finit par engendrer un espace économique mondial de plus en plus marqué par l'agressivité, la brutalité, les risques d'exclusion sociale et de déchéance dans la misère, n'est-ce pas qu'il faudrait réévaluer sérieusement le poids de cet argument ?

Que gagne-t-on à poursuivre des « économies d'échelle » dans toutes les activités productives des humains si cela aboutit à ce que se répandent partout le stress, l'insécurité économique et la peur diffuse des autres ? N'est-ce pas plutôt qu'on est allé trop loin ou qu'on s'est trompé de voie ? Si la poursuite obsessive des « économies d'échelle » se solde en fin de compte par une sorte de guerre civile par prix de marché interposés, dans un espace économique mondialisé, ne serait-il pas temps de *changer* justement *d'échelle* ?

Remettre en cause la puissance des investissements pour changer d'échelle, cela nous oblige à aborder des questions difficiles. Cela nous place devant une cascade de questions complexes. Mais pourquoi ne pas oser ? Ce ne serait pas un « retour à la bougie », mais la reconnaissance honnête et courageuse que le refus de la concurrence sans fin et sans frein nous oblige à inventer une nouvelle modernité technologique, ouverte elle aussi à la curiosité scientifique et à l'imagination technique, mais compatible avec la vie dans des territoires à échelle humaine, à l'abri des invasions réciproques.

L'informatique offre un bel exemple de l'existence de bifurca-

tions et de choix possibles dans le développement d'une technologie. Ces bifurcations peuvent favoriser soit la grande échelle soit la petite. En informatique, il existe de très puissants serveurs, conformes aux nécessités de calcul et de régulation de gros centres de production. Mais en parallèle, c'est l'autre possibilité, celle des PC, favorable à l'échelle du petit et du dispersé et jusqu'aux individus, qui a connu le plus grand succès.

Autre exemple : un laboratoire de recherche du MIT (Massachusetts Institute of Technology) vient de mettre au point un *Fab Lab* ou « Fabrication Laboratory ». C'est une mini-usine composée d'une dizaine de machines polyvalentes informatisées et qui permet à un village de 5000 personnes en Inde d'inventer et de fabriquer lui-même le matériel dont ses habitants ont besoin (tracteur rudimentaire, détecteur de nappes phréatiques, pièces de rechange pour photocopieuse,…). Le *Fab Lab* comprend des machines à commande numérique peu chères et miniaturisées au point de tenir sur un bureau (fraiseuse de précision, scie sauteuse, découpeuse-laser) ainsi que des logiciels pour programmer des microprocesseurs bon marché[2].

De telles bifurcations technologiques sont souvent passées inaperçues dans le développement des moyens de production au cours de l'Histoire. N'y a-t-il pas, chez nous Occidentaux - et chez tous ceux qui nous imitent - un préjugé culturel qui nous rend aveugles à ces bifurcations où un choix est possible ? N'avons-nous pas un préjugé inconscient et systématique en faveur de la puissance ? N'y a-t-il pas maintenant un peu partout dans le monde un véritable culte de la puissance techno-scientifique et de son utilisation par les entreprises ? Il y aurait sans doute des perspectives surprenantes à découvrir, si seulement on devenait conscient de ce préjugé, des possibilités technologiques très intéressantes à l'échelle du petit et du disséminé.

Les difficultés de cette recherche ne seront pas les mêmes d'une activité à une autre. Elles diffèreront selon qu'on est dans l'agriculture, dans une industrie de main d'œuvre, dans une industrie de process, dans une activité tertiaire très qualifiée ou dans la grande distribution,… A chaque filière sa spécificité et à chaque entreprise dans la filière ses particularités technologiques propres. A chaque personne aussi, dans son lieu de travail, la compétence à partir de laquelle elle peut aborder ces questions et les faire avancer.

Disons simplement ici qu'une unité de production, qu'elle soit agricole, industrielle ou tertiaire, est toujours un système complexe qui combine et intègre des éléments d'organisation humaine, divers équipements techniques, des sources d'énergie, des flux d'information et de nombreux savoirs spécialisés. Il y a donc plusieurs portes d'entrée pour commencer l'analyse critique de nos unités de production et trouver des combinaisons originales à une tout autre échelle.

Dans un premier type de cas, les équipements techniques sont très spécialisés et répartis à l'intérieur d'une organisation humaine qui prime. On trouve cela dans les industries de main d'œuvre : abattoirs de bovins, porcs et volailles, conserveries, fabrication de plats cuisinés, confection, jouets, appareils électro-ménagers, etc. 500 ou 1000 personnes peu qualifiées concentrées sur un même site, chacune devant une machine pour une opération parcellaire. On peut rapprocher de ce type de cas les services tertiaires où un personnel nombreux, peu qualifié, exécute la même série d'opérations, chacun devant son clavier et son écran d'ordinateur et parfois avec son casque de téléphone : centres de facturation, centres de traitement des chèques bancaires et postaux,…

La bonne entrée ici pour commencer une étude critique des unités en vue de changer d'échelle est sans doute la mise en cause de la taille de l'organisation humaine. La réflexion et la réorganisation technologiques suivent.

Dans un deuxième type de cas, les machines et autres équipements techniques ont été entièrement coulés dans le moule d'une organisation humaine antérieure qui a disparu au profit de

[2] Voir « Mini-usine à miniprix » et « Le laboratoire des savants fous » dans *Libération* des 14 et 15 mai 2005.

la nouvelle technologie. On trouve cela dans les unités automatisées d'usinage, d'assemblage et de peinture, dans l'industrie automobile, par exemple. Le personnel, peu nombreux, surveille et dépanne.

Sans doute faut-il ici plusieurs entrées en même temps pour en critiquer la taille.

Dans un troisième type de cas, c'est l'équipement technique qui forme un seul ensemble énorme, fonctionnant en coulée continue (process) : brasseries, verre creux et verre plat, pétrochimie,…

La bonne entrée pour repenser l'unité à une échelle réduite est plutôt l'ingénierie globale du système.

Dans un autre type de cas encore, c'est la réflexion critique sur la source d'énergie qui permet indirectement d'induire un changement d'échelle.

Souvent on a aujourd'hui de véritables monstres de complexité pour produire des choses aussi simples que des biscuits ou des jouets. A une organisation du travail a correspondu un certain type d'outils manuels, de machines spécialisées et de fours, lesquels ont ensuite été automatisés, laquelle automatisation a exigé l'introduction du laser et de la lecture optique, lesquelles ont exigé l'embauche de techniciens d'entretien compétents, lesquels techniciens doivent être régulièrement recyclés pour rester dans la course,… Et pour gérer les stocks au minimum, les transporteurs des fournisseurs sont mis en flux tendus, ce qui oblige à équiper les chauffeurs de téléphones pour avertir des bouchons de circulation, voire du guidage par satellite… Une fois que l'on a opté pour la puissance et manqué de ce fait une bifurcation possible, les systèmes de production se développent selon la même logique : toujours plus de technique, toujours plus sophistiqué, toujours plus fort,…

Mais si l'on commence à chercher dans la direction opposée, en optant pour la petite échelle, apparaîtront ici et là de nouvelles perspectives. D'autres structures technologiques des moyens de production, des systèmes très différents et sans doute moins compliqués, pourront être mises au point. On pourra alors commencer à réorienter les investissements productifs en leur faveur. Peut-être alors verrons-nous commencer un vaste processus d'essaimage : des unités de production de grande puissance étant remplacées, chaque fois que cela se révèle possible, par une série d'unités plus petites, voire miniaturisées, mais géographiquement très dispersées.

Un exemple : une grande ville française a décidé qu'une partie des bus de son réseau de transport urbain n'utiliseront plus le fioul comme carburant, mais une énergie renouvelable, le gaz méthane dégagé par les stations d'épuration des eaux usées. On passe alors (avec substitution de source d'énergie, il est vrai) de la raffinerie de pétrole, énorme et puissante installation située à des centaines de kilomètres en bord de mer, à la simple station d'épuration périurbaine, ce dont chaque ville en France dispose dans sa périphérie. L'unité de production d'énergie a changé d'échelle et est devenue locale. Elle peut essaimer dans d'autres agglomérations.

Avec un processus d'essaimage de ce type, on pourrait alors reprendre et poursuivre bien plus loin la réorganisation, sur une base plus locale, des rapports fournisseurs/clients, en amont et en aval de chaque filière. Le changement d'échelle aura rendu accessibles dans un rayon beaucoup plus proche de nouveaux fournisseurs et de nouveaux débouchés, à taille plus humaine. Comme le passage de la raffinerie à la station d'épuration périurbaine a permis au réseau de transport de la ville précitée de trouver un producteur de carburant à la porte de l'agglomération !

On pourrait alors reprendre et poursuivre *de proche en proche* le remaillage du territoire. Plus précisément, un peu partout dans le monde, les gens pourraient alors reprendre et poursuivre de proche en proche le remaillage de *leur* territoire.

Et les multiples territoires dont les contours se dessineraient au fur et à mesure de ces remaillages se trouveraient d'autant plus à l'abri des risques de concurrence réciproque que leur

diversité interne nécessiterait moins d'échanges avec l'extérieur.

Toutes les activités productives des hommes qui joueraient surtout sur ces échanges internes à chaque territoire pourraient pratiquer des prix différents d'un territoire local à l'autre, sans pour autant devoir glisser vers la conquête sauvage des uns par les autres. Des écarts de coûts de production pourraient apparaître entre régions voisines pour les produits correspondants, sans pour autant entraîner la désertification de l'une au profit de l'autre. Sorties de l'espace mondial uniforme façonné par la concurrence et la puissance des moyens technologiques, ces activités trouveraient dans la cohérence et la diversité de leurs territoires locaux respectifs une protection réciproque, culturellement voulue et construite. Une protection ancrée dans une nouvelle culture scientifique et technique fondée sur des valeurs humaines et donnant la priorité au vivre ensemble plutôt qu'à la rivalité permanente.

Combien d'activités économiques pourraient faire l'objet d'un sérieux changement d'échelle ? Il est impossible d'y répondre d'avance. Seules les recherches et les expérimentations menées en ce sens par les entreprises et par chacun d'entre nous avec ses collègues sur son lieu de travail, pourront le dire.

Quant aux activités qui continueront à terme à exiger des capacités puissantes à grande échelle – et dont l'existence est toujours souhaitable – leur régulation économique mondiale serait moins compliquée à négocier et à mettre en place. Peut-être serait-il même concevable qu'elles échappent alors en partie à la seule logique concurrentielle pour être subordonnées à une concertation entre les nations.

Pour résumer ce qui vient d'être évoqué dans les chapitres 6 et 7, prenons deux images.

La première serait une carte du monde comme celles montrant le réseau des compagnies d'aviation : des traits sautant l'espace, reliant les villes du monde en tous sens et recouvrant le globe comme un filet. Avec en plus une couleur différente pour chaque compagnie aérienne se battant pour sa part de marché sur la même ligne reliant deux villes. C'est l'image de notre situation actuelle, avec des moyens de production puissants mais interdépendants, éparpillés dans le monde et reliés d'amont en aval en filières transnationales. Le tout régi par la lutte entre entreprises concurrentes à chaque étape de ces multiples filières.

La seconde image serait une carte du monde ressemblant aux cartes routières très détaillées : à côté de quelques grands axes principaux apparaîtraient partout de petites routes secondaires reliant de façon très dense des points rapprochés. Ce pourrait être l'image du monde après un remaillage des territoires et un sérieux changement d'échelle de la plupart des moyens de production. On y verrait combien une large autonomie de fait des territoires locaux peut les préserver de l'invasion économique réciproque.

En lisant ce chapitre, le lecteur aura senti que les initiatives pour changer l'échelle des investissements et remailler les territoires risquent de soulever beaucoup de conflits d'intérêts. C'est inévitable dans toute expérience collective de changement radical. Mais la situation actuelle de compétition sans fin est autant chargée de conflits d'intérêts permanents, sinon plus, mais l'anonymat des grands marchés et des interdépendance transnationales les masque en partie : on entend si peu les souffrances des autres, ailleurs au loin. Les conflits d'intérêts que soulèverait une sortie progressive de la concurrence seraient en partie plus visibles parce que plus directs, parce que mettant en cause des acteurs plus visibles, plus proches et identifiables.

Seuls la parole échangée, le débat, la discussion peuvent surmonter ces conflits et nous aider à trouver des avancées créatrices et des compromis satisfaisants. Pourquoi ne pas créer, dans chaque territoire local qui peu à peu s'esquissera, un lieu de rencontre et de débat pour réguler ces conflits ? Ce lieu devrait permettre 1°) d'expliciter les intérêts en jeu et leurs antagonismes, 2°) de les analyser pour mieux se comprendre mutuellement, 3°) de négocier des solutions acceptables.

Chaque territoire naissant se donnerait ainsi un embryon de régulation des conflits économiques locaux, fondé sur le débat direct. La mise sur pieds de tels lieux de régulation locale serait un atout non négligeable pour la réussite des initiatives.

Et pourquoi ne pas songer aussi à ce que des lieux de rencontre locaux de ce type entrent en communication d'un pays à l'autre, par Internet et d'autres moyens, quand les initiatives d'ici toucheront les autres là-bas – et inversement – parce qu'elles sont tellement interdépendantes à travers les filières transnationales qui les relient ? Les organisations syndicales et certaines O.n.g. n'ont-elles pas une expérience de ce type, si insuffisante soit-elle, qui pourrait être transposée ici avec leur aide?

La prise de parole et l'échange direct pourraient aider non seulement à résoudre les conflits d'intérêts, mais aussi à mieux fonder les convictions, de part et d'autres, que le changement d'échelle est indispensable et qu'il vaut le coup d'être tenté.

8
DU CONSOMMATEUR IRRESPONSABLE AU CITOYEN

Dans les chapitres précédents, il a été question de la concurrence considérée à partir de la vie au travail, de la vie professionnelle. C'est bien là qu'elle se manifeste dans toute sa brutalité. C'est bien là aussi qu'il faut chercher en premier lieu comment en sortir. Les trois derniers chapitres ont proposé des directions dans lesquelles chercher. Il y en a une autre : elle ne part pas de la vie professionnelle mais de la vie hors travail, de la consommation, du rôle que chacun joue en tant que consommateur dans la relance sans fin de la compétition. C'est bien en tant que consommateurs aussi que nous avons à chercher comment sortir de la brutalité concurrentielle.

Mais reconnaissons d'abord qu'il n'y a pas meilleurs complices de la mise en concurrence acharnée des uns contre les autres que les consommateurs ! Ils forment le marché pour lequel on se bat en tant que professionnel. Mais « eux », les consommateurs convoités et qu'on s'arrache, c'est en réalité « nous ». C'est chacun d'entre nous, homme ou femme, jeune ou dans la force de l'âge, quand il a quitté son travail de la journée, quand il a quitté son rôle professionnel de producteur de biens ou

de services, et qu'il devient l'individu libre de faire ses achats comme il l'entend, au prix qui lui convient. (Et que dire des retraités aisés!) Le consommateur doit chercher la satisfaction de ses besoins et réaliser ses désirs, nous inculque de toutes parts la publicité. Il doit réaliser ses désirs tout de suite et ne suivre que son bon plaisir. Il n'a de compte à rendre à personne (sauf au banquier) quand il remplit son caddy ou signe un achat à crédit. Il est souverain et n'a pas d'autre question à se poser que de savoir s'il obtient un bon rapport qualité/prix. Le reste ne le concerne pas.

C'est bien ainsi que nous nous comportons après la sortie du boulot. De ce qui se passe du côté des professionnels, des salariés produisant les biens et services que nous achetons, nous n'avons en général pas le moindre souci. Si une marque ou une grande surface annonce un prix inférieur à celui de ses concurrents, nous nous jetons sur l'occasion en toute bonne conscience. Et si une campagne publicitaire nous a séduit, accroché ou inconsciemment marqué, nous achetons sans état d'âme le produit ou le service en question, si nous en avons les moyens. (Et sinon, nous rêvons du jour où nous pourrons nous l'offrir).

Mais quelle incohérence derrière ce comportement ! Quelle schizophrénie ! En chaque individu, en chacun de nous cohabitent deux personnages aux intérêts opposés : le consommateur irresponsable, libre de suivre ses désirs et ses caprices, et le producteur asservi à une compétition sans pitié, qu'il soit salarié ou indépendant.

C'est la fin de la journée ou de la semaine de travail. On est nerveusement épuisé parce qu'on a pour la nième fois subi ou réalisé une réorganisation, une innovation technique ou une conquête commerciale qui devra permettre à l'entreprise de rester encore en course sur le marché, et on est anxieux de savoir où elle en sera dans quelques mois. On part faire ses courses… Et on rentre à la maison, ravi d'avoir trouvé à des prix « imbattables » de beaux vêtements de sport, un téléphone mobile du dernier modèle, une demi-douzaine d'avocats et un bouquet de roses à offrir le soir… Mais pourquoi ces prix avantageux ? quel prix humain se cache derrière ces prix de marché ? On ne se pose pas une seconde la question, et donc on ne fait rien pour le savoir. On baigne dans le bonheur de l'instant.

Pourtant les vêtements de sport sont d'une marque européenne qui fait travailler des jeunes femmes en Indonésie, sans droit syndical et à des salaires de misère, pour essayer de battre son principal concurrent, américain, lequel lui oppose ses armées de femmes qu'il a recrutées en Thaïlande et au Lesotho, alors que d'autres concurrents mènent l'offensive à partir d'une zone franche au Sri Lanka ou en Tunisie. On a pris le premier, moins cher et plus plaisant… Le téléphone mobile est conçu par des ingénieurs et techniciens pressurés d'un pays du nord du l'Europe et le montage est fait par de jeunes indonésiennes, les uns et les autres étant en lutte acharnée contre les ingénieurs et techniciens français ou espagnols des principales firmes rivales qui tentent une contre-offensive avec des jeunes chinoises. On a opté pour le rapport qualité/prix des premiers… Les avocats viennent du Mexique où les exploitations et leurs ouvriers agricoles sont mis en concurrence avec ceux de l'Espagne, du Kenya et d'Israël. Beaux et moins chers, c'est bon… Les roses viennent de l'Equateur où des ouvrières horticoles souffrent des pesticides utilisés à haute dose sous serre mais taillent des croupières aux ouvriers horticoles de la Côte d'Azur, des Pays-Bas et des Philippines. Super, ce bouquet !

Et ces quatre « bonnes affaires », on les a trouvées en ville, près de chez soi quelque part en France, grâce à la guerre des prix entre des transporteurs (aériens, maritimes et routiers) dont les personnels sont sous pression constante pour la ponctualité, le « just in time » et le rendement, avec des contrats de travail draconiens…

Mais on ne se pose pas de questions, on a payé, satisfait, heureux de l'aubaine, et on est pressé de rentrer à la maison. En réalité on a très bien profité de la concurrence entre tous ces

salariés, de leur mise en concurrence forcée.

Quelques instants auparavant on était pourtant de l'autre côté du miroir, de ce miroir flatteur et séducteur que la publicité vous tend et qui masque tout ce qui pose question. On était de l'autre côté, sur son lieu de travail, on assurait son rôle de producteur, et on souffrait de cette même lutte acharnée contre les autres dont on vient de profiter béatement. Mais, dans son rôle de consommateur, chacun l'oublie ou s'en moque éperdument, cherchant seulement la satisfaction de ses désirs et son avantage financier. Si par hasard une pensée gênante surgit, elle est vite chassée : on est pressé, on a tant d'autres choses à faire.

En chacun de nous il y a un traître, un consommateur insouciant et sans scrupules, prêt à envoyer à la galère, sans même y penser, les salariés dont il achète le travail. Alors que le lendemain matin on reprend le chemin du boulot, où on va subir soi-même cette même galère, pour retenir et attirer des clients insouciants et sans scrupules qui pourraient se volatiliser si les concurrents leur offraient mieux. Quelle irresponsabilité générale ! Quelle schizophrénie généralisée ! Une schizophrénie érigée en système, instituée comme chose normale ! Une schizophrénie propagée partout dans le monde comme modernité suprême et enviable, comme seul avenir possible de l'humanité !

Mais c'est bien de cette schizophrénie et de l'irresponsabilité sur laquelle elle repose que se nourrit aussi un système fondé sur la compétition sans fin. Il *faut* une masse d'irresponsables qui ne se posent aucune question sur le prix humain du confort qu'ils achètent à certaines heures de la journée… alors qu'ils ont eux-mêmes sué au travail le même jour pour sauvegarder encore quelques temps leur emploi et leur revenu. Il *faut* une masse d'irresponsables qui oublient leurs propres conditions de travail et leur asservissement à la lutte pour les gains de compétitivité dès qu'ils consomment des heures de télévision ou entrent dans un hypermarché. « Mais voyons, c'est évident ! Sans cela, que deviendrait la croissance ?! Et sans croissance pas de création d'emplois, n'est-ce pas ? Alors, ne vous posez pas de questions, soyez un bon consommateur. » C'est-à-dire, soyez un irresponsable…

D'ailleurs c'est le premier rôle social que les enfants apprennent à côté de l'école. Les enfants et les adolescents sont devenus des cibles privilégiées dans la stratégie publicitaire. (Côté professionnel, cela fait partie de la compétition que de voir dans les enfants un marché à conquérir et de se les arracher dès le plus jeune âge). D'abord la consommation ; le métier, la profession, l'emploi, cela viendra bien plus tard. D'abord vient l'apprentissage de l'irresponsabilité. L'irresponsabilité du petit consommateur séduit par la publicité télévisée, celle de l'adolescent accro de la consommation pour exprimer sa liberté, celle du jeune piégé dans l'imitation des autres, dans la spirale – elle aussi, sans fin - du désir mimétique.

Mais faut-il pour autant demeurer jusqu'à la tombe des irresponsables ? Jeune ou adulte, homme ou femme, le consommateur que nous sommes chacun à certaines heures de la journée ne pourrait-il pas devenir un peu responsable de ses actes, de ses choix ? Ne peut-il pas se demander s'il y aurait moyen d'acheter, de consommer, de façon à *réduire* la guerre des producteurs entre eux, au lieu d'être toujours le complice et le profiteur béat de son intensification ? Ne pourrait-il pas devenir un consommateur plus *citoyen* ?

A chacun de se poser des questions en ce sens, pour lui-même d'abord, avec d'autres ensuite. A chacun de chercher aussi, peu à peu , des réponses en commençant à s'informer sur l'origine des produits et en provoquant autour de soi des discussions pour étayer l'analyse.

A titre indicatif, voici trois critères d'évaluation qui peuvent servir de premier guide dans cette recherche

1) La proximité.

En choisissant de préférence le producteur ou le fournisseur le plus proche, pour un produit ou un service donné, est-ce que cela contribue à réduire la pression concurrentielle ? Autrement dit, lorsque dans un rayon proche de l'endroit où l'on vit, l'offre

globale de tel type de produit ou service est réalisée par plusieurs entreprises concurrentes, dont une ou plusieurs sont établies à l'intérieur de ce rayon précisément, le fait de privilégier ces dernières réduit-il la pression concurrentielle ?

En principe, oui. Et pour au moins trois raisons.

La première, c'est que le consommateur apporte alors à l'entreprise la plus proche un soutien dont le motif n'est pas simplement un calcul économique. Le motif de la proximité, de partager en fait un même territoire local, d'avoir des intérêts communs à l'intérieur d'un même espace quotidien de vie, ce motif vient contrebalancer l'éventuelle fragilité de l'entreprise proche face à ses concurrents plus puissants, capables d'agir à partir d'une implantation géographique beaucoup plus éloignée. Et plus il y a de consommateurs qui font ce choix, plus la proximité devient pour l'entreprise en question un avantage. Ce qui, à terme, peut contribuer à décourager sur place les entreprises les plus éloignées. On en a un exemple réussi en France avec les boulangeries de quartier, déjà mentionnées. Grâce à l'attachement persévérant de la majorité des Français à la qualité du pain issu de leur fournil de proximité et à l'artisan boulanger qui fait partie de la vie du quartier ou du village, l'attaque des panifications industrielles a échoué. La production de pain est de ce fait bien moins soumise à la concurrence en France que ce n'est le cas dans d'autres pays européens ou aux Etats-Unis, où les grandes panifications industrielles se livrent bataille.

La deuxième raison, c'est que chaque consommateur qui privilégie la proximité contribue à ce qu'apparaisse, pour le produit ou le service en question, un marché local distinct, séparé, un marché autonome par rapport au grand espace abstrait de la concurrence (voir les chapitres 6 et 7). En agissant sur le dernier maillon de la filière, celui où il accède au produit fini (aliment, bien de consommation ou service grand public…), il contribue justement à ancrer le marché de ce produit fini dans les relations d'un territoire local, ce qui rend ce marché plus autonome. (Cela peut aussi avoir des effets indirects sur les autres étapes de la production, en amont dans la filière, allant dans le même sens).

La troisième raison, c'est qu'il est plus facile de maintenir la concurrence dans des limites contrôlables à l'intérieur d'un territoire local correspondant à un tissu de vie commun que dans un espace transnational. Quand les consommateurs soutiennent les producteurs les plus proches, et que ceux-ci sont plusieurs à l'intérieur d'un même rayon géographique, ces derniers sont moins portés à se livrer la guerre des prix entre eux. D'autres facteurs, relationnels, sociaux, éthiques, culturels, dont les consommateurs deviennent les médiateurs, viennent freiner le désir d'expansion et l'agressivité commerciale - toujours latents – des uns et des autres.

Cela dit, le critère de proximité n'est pas d'une application évidente. D'abord parce que la proximité d'une entreprise est une notion relative qui dépend pour partie de la nature des denrées, des produits ou des services envisagés. Pour une boulangerie, c'est le quartier. Pour les légumes, ce peut être la proche campagne d'où les maraîchers viennent vendre directement sur la place publique les jours de marché (plutôt que la grande surface qui s'approvisionne par sa centrale d'achat au grand large européen). Pour des portes et fenêtres, ce peut être une entreprise située à quelques dizaines de kilomètres et qui utilise le bois provenant des forêts de la région (plutôt qu'un fabricant de taille nationale ou européenne utilisant du bois tropical du Zaïre, du Gabon ou du Brésil). Etc. Pour chaque produit et service, il s'agit donc pour le consommateur qui se veut responsable, de repérer s'il y a des producteurs proches et de juger si la proximité est suffisante pour avoir un sens.

La difficulté du critère de proximité, c'est ensuite que la majorité des denrées, des biens et des services ne sont plus produits localement. Les entreprises ont, pour la plupart, disparu de l'horizon local, régional et souvent national pour opérer à l'échelle de territoires transnationaux ou mondiaux. Quand la production de yaourts est concentrée entre 5 ou 6 grands groupes qui achètent

le lait, le transforment et distribuent les petits pots à l'échelle nationale ou européenne, la proximité n'a plus de sens. Il est impossible de dire que l'un est plus « proche » que les autres : 668 km pour des yaourts, est-ce plus près que 990 ou 1800 km ? Ils sont tous au-delà d'un horizon social pouvant être senti, touché, vécu. Ils sont tous aussi loin, trop loin. Reste encore le choix du commerce où l'on achète ses yaourts, s'il est encore possible : le commerce de proximité ou bien la grande surface en dehors de la ville, à la croisée des autoroutes.

Pour se référer au critère de proximité, le consommateur qui se veut plus responsable et citoyen doit donc commencer par repérer autour de lui les denrées, les biens, les services pour lesquels il existe encore des producteurs qu'il peut qualifier de locaux, compte tenu des particularités de la région où il vit. Ensuite il peut décider de privilégier justement ceux-là.

Cette exploration et ces décisions sont à faire au fur et à mesure que les besoins se présentent. L'alimentation offre la meilleure occasion pour commencer, parce qu'il s'agit d'une nécessité vitale et que les achats se répètent régulièrement au moins une fois par semaine.

2) La fidélité.

Quand le consommateur décide de ne pas lâcher au moindre prétexte l'entreprise à laquelle il s'adresse pour acheter un produit ou un service donné, il introduit aussi un élément de stabilité qui vient contrebalancer les hauts et les bas incessants de la compétition.

Le *rêve* des théoriciens fanatiques du marché, c'est qu'il n'y ait plus de « résistance au changement », que les consommateurs deviennent totalement détachés de tout lien ou ancrage territorial, culturel, éthique, social, pour n'obéir qu'au simple calcul qualité/prix face aux produits proposés sur le marché par des entreprises en concurrence. Mais l'*enfer* des entreprises, de leurs dirigeants comme de tous ceux qui y travaillent, c'est justement d'avoir des clients instables, volatiles, qui disparaissent au profit d'un concurrent à la moindre différence de prix ou d'image de marque. La réalité, c'est donc toute une panoplie de stratagèmes publicitaires et de techniques commerciales sophistiquées – qui ont toutes leur coût – pour manipuler la psychologie des consommateurs et obtenir leur adhésion-réflexe, du moins temporaire, à la marque et à son image. Et dans ce domaine, l'inventivité, l'agressivité et l'escalade stratégique des moyens mobilisés, y compris financiers, ne semblent plus avoir de limites !

La *fidélité* dont il est ici question n'est donc pas celle qui est fabriquée et manipulée par les publicistes à coups de « points cadeaux » et autres astuces de racolage mais celle qui vient d'une volonté et d'un acte de résistance opposés par le consommateur. Chacun peut décider de résister le plus consciemment possible aux tentatives de séduction d'entreprises concurrentes pour donner sa fidélité à l'une d'entre elles. C'est-à-dire faire en sorte que la relation consommateur-producteur repose également sur la valeur accordée à des relations interpersonnelles, créées, entretenues et développées au fil des contacts que chaque transaction favorise.

Cette fidélité-là prend évidemment d'autant plus de signification qu'elle peut être combinée avec une relation de proximité, comme on vient de l'évoquer. Mais on peut s'y exercer aussi à d'autres occasions.

Dans le même ordre d'idées, pourquoi ne pas accepter de se lier les mains plus tôt, quand il s'agit de choisir une destination touristique, une réservation, une location, au lieu de vouloir garder le plus longtemps possible sa liberté de choix et pousser les prestataires à brader les prix au dernier moment pour vous accrocher, ce qui les met à bout de nerfs.

La fidélité est un des moyens dont nous disposons comme consommateurs pour limiter cette flexibilité insécurisante et épuisante à laquelle nous sommes astreints en tant que salariés d'une entreprise.

3) Le prix de soutien politique.

Appelons ainsi la décision volontaire et raisonnée d'acheter

prioritairement à tels ou tels producteurs spécifiques, bien que leurs prix soient supérieurs à ceux des concurrents les moins chers du marché, à produit ou service équivalent. La logique marchande voudrait qu'on achète aux seconds. Des valeurs d'ordre éthique, politique, liées à une conception nouvelle du bien commun, font qu'on achète pourtant aux premiers. On y perd financièrement, mais on y gagne en satisfaction, celle de savoir que des hommes et des femmes ne seront pas éliminés par une concurrence brutale et pourront vivre plus dignement. C'est ce qui se pratique dans le « commerce équitable » où l'on accepte de payer plus cher pour soutenir, par exemple, certaines plantations de café et leurs ouvriers agricoles en Afrique ou en Amérique du Sud. Le même principe peut être appliqué à d'autres produits et à d'autres régions. Il peut exprimer un soutien volontaire à des producteurs proches, locaux, ou à des producteurs d'autres continents, comme dans le cas du café. Dans tous les cas, il s'agit de créer une résistance à la logique meurtrière de la concurrence en acceptant d'en payer le coût financier.

Chacun est ici renvoyé à ce qu'il peut faire, compte tenu du revenu disponible du ménage. De chacun selon ses moyens.

Mais le revenu disponible peut vite devenir un alibi facile. Il convient donc de s'informer sur la face cachée de la concurrence, les conditions de travail et de rémunération des salariés, pour se forcer à mettre en évidence ses propres valeurs éthiques, ses choix politiques. (On peut le faire auprès d'associations de solidarité internationale comme toutes celles qui sont affiliées aux réseaux *De l'Ethique sur l'Etiquette*, *Clean Clothes Campaign*, ou *Oxfam International* – dont *Réseau Solidarité* en France). Le budget familial oblige à des arbitrages, certes. Mais au moment d'acheter, par exemple, un jouet (américain) pour les enfants, cela doit-il peser plus lourd que les conditions de travail et de rémunération des ouvrières qui le fabriquent au Bangladesh ou en Chine, logées en dortoir à l'usine, travaillant de 7 h 30 jusqu'à 23 heures parfois, pour 70 à 80 euros par mois, et souvent moins ? A quel coût humain veut-on faire plaisir à ses enfants ?

Le même raisonnement peut être appliqué au sujet des deux critères évoqués ci-dessus. Le choix des producteurs les plus proches et la fidélité peuvent conduire à devoir payer plus cher qu'ailleurs. (Bien qu'il soit loin d'être évident que ce soit toujours le cas.) Mais on peut faire ce choix volontairement, parce que la sortie de la compétition sans fin peut bien valoir qu'on y mette un peu de sa poche. Si la vie professionnelle de tous devient de plus en plus tendue, stressante et précaire, n'y-t-il pas un prix à payer, au sens propre, en tant que consommateur pour sortir de cet abrutissement collectif ? Payer plus cher peut devenir un acte politique, conscient et affiché.

Proximité, fidélité, prix de soutien politique : chacun peut donc se servir de ces trois critères pour refuser de camper dans l'irresponsabilité générale et la schizophrénie instituée. Chacun peut se mettre en route pour devenir un consommateur plus citoyen.

Comme pour ce qui a été évoqué côté vie professionnelle dans le chapitre « Oser penser, oser résister », la progression va sans doute ici aussi de l'interrogation personnelle à la recherche de lieux pour en discuter collectivement. Les premiers pas sont à faire personnellement. Après, vient la recherche de la bonne information pour faire jouer les trois critères. Et ensuite, la recherche de lieux de débat et de confrontation pour étayer l'analyse et pousser plus loin les choix dans le cadre local.

Il est maintenant évident que cette démarche citoyenne des consommateurs deviendra le complément indispensable permettant aux initiatives prises du côté des producteurs, des entreprises, pour sortir de la concurrence. Remailler des territoires et orienter les investissements vers l'échelle du local, cela demandera l'appui des consommateurs agissant sur la demande des produits. Des consommateurs qui accepteront, en nombre croissant, d'adopter en vis-à-vis et par solidarité de nouveaux comportements, politiquement réfléchis.

Dans ce processus commun où ces deux rôles jusque-là si séparés en chacun de nous, le producteur et le consommateur,

devraient se concilier dans une conscience plus claire, on voit émerger le local comme nouveau lieu de cohérence économique. Le local, avec son territoire, sa vie propre, ses échanges et ses complémentarités internes. Le territoire local, animé par des citoyens responsables, devenus conscients de la nécessité de soutenir la diversité des activités et des échanges entre eux s'ils veulent que la convivialité l'emporte sur la concurrence comme mode de vie.

Il y a place sur cette planète pour des centaines de milliers de territoires locaux à échelle humaine, volontairement et patiemment dégagés de l'emprise mondiale de la concurrence.

9
DES SERVICES PUBLICS HORS VIOLENCE

Toutes les recherches et les initiatives dans les quatre directions évoquées jusqu'ici, et qui vont dans le sens d'une sortie par le local, ne doivent pas faire oublier les solidarités organisées à plus grande échelle, en particulier les services publics. Ces institutions économiques et sociales sont le signe, pour tous les habitants d'un pays, d'une indispensable solidarité à l'échelle de la société qu'ils forment. Elles en sont le *signe* et elles la font exister, elles *l'organisent*. Mais, depuis des années, les services publics font l'objet d'attaques qui les discréditent et en pervertissent l'esprit. Les idéologues du libéralisme, ceux qui ne jurent que par les forces régulatrices du marché, ne voient en eux que gabegie des deniers publics et obstacles à la compétitivité des nations sur le grand marché mondial, et donc des obstacles à la croissance. Partout ils incitent les Etats à s'alléger de leurs services publics, à les privatiser, à les vendre et à les soumettre au régime de la concurrence. Ainsi, du Canada à l'Argentine et de l'Irlande aux Philippines, la violence économique s'est-elle propagée aussi aux services publics, jusque là protégés. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne en ont été les principaux insti-

gateurs, puissamment relayés par le Fonds Monétaire International pour faire pression sur les pays du Sud, et l'Union européenne s'est dépêchée de rejoindre les acteurs les plus durs de cette transformation, à quelques réserves près.

Partout dans le monde, il y aura fort à faire pour sortir un jour les services publics de cette concurrence, étant données les proportions prises par cette gigantesque mise aux enchères internationale et ses suites. Mais il faudra bien s'y atteler si on veut sortir de la compétition sans fin et de sa violence croissante. C'est la cinquième direction dans laquelle il convient de chercher. Nous pouvons d'ailleurs chercher dans cette direction-là en même temps que nous explorons les quatre autres, en parallèle.

Mais il n'est pas inutile de préciser d'abord l'angle d'attaque.

Que le fonctionnement des services publics d'un pays puisse être critiqué, qu'on cherche à l'améliorer, qu'on veille à les rapprocher des soucis réels des usagers, cela peut être justifié après un examen sérieux, au cas par cas. Cet examen doit aussi prendre en considération l'histoire particulière du pays, car la solidarité sociale ne s'est pas instituée partout de la même façon (comme l'a montré notamment le débat sur la Constitution européenne). On peut ensuite, si nécessaire, appliquer de nouveaux outils d'évaluation et de gestion.

Mais c'est tout autre chose de décréter par principe idéologique que sur tous les continents les Etats doivent privatiser les services publics et les vendre, que seule compte la baisse des prix pour les usagers et la loi du marché pour y parvenir.

Le plus pernicieux dans cette optique n'est pas la privatisation en elle-même. Celle-ci n'est que le passage juridique indispensable, le changement de statut, pour réaliser la mise en concurrence.

Le plus pernicieux n'est pas non plus qu'à cette occasion les Etats engrangent des milliards, ce qui arrange bien les dirigeants au pouvoir, qu'ils soient de droite ou de gauche, puisque cela leur donne des marges de manœuvre budgétaires pour d'autres dépenses dont ils pourront se vanter aux prochaines élections. Qu'ils privatisent les services publics n'est au fond pas surprenant, même s'il y a là quelque chose de révoltant: ceux qui occupent les fonctions dirigeantes des Etats ont déjà été aspirés dans la logique concurrentielle, par conviction ou par dure contrainte extérieure, et ils ne font qu'exprimer leur soumission à une logique qui les dépasse par sa puissance démesurée.

Le plus pernicieux n'est pas non plus que les gros actionnaires, multinationales et particuliers qui s'emparent de ces nouveaux marchés, réalisent vite de beaux profits. Certes, il y là des scandales à dénoncer et dont il faut empêcher la répétition, mais ce n'est pas le plus grave.

Le plus pernicieux, c'est que les salariés de ces services publics privatisés, les ex-agents publics et ex-fonctionnaires, sont activement mis à contribution pour se combattre d'un pays à l'autre, le résultat du combat étant la survie des emplois des uns par la liquidation de ceux des autres. Le plus pernicieux, c'est que les salariés des services publics livrés à la concurrence internationale sont condamnés à travailler pour s'éliminer les uns les autres, seuls les plus performants sur le marché ayant droit de survie. C'est une extension considérable du champ de la guerre de tous contre tous et elle ne pourra avoir que des effets déstabilisants au sein de chaque pays. Et dans cette lutte fratricide, l'esprit du service public, sa dimension de solidarité sociale, justement, ne peut que se dégrader et sombrer.

L'une des premières mesures que prennent les directions de ces services publics lors de leur privatisation, c'est de supprimer des milliers d'emplois : que ce soit en Allemagne, au Chili, au Pérou ou en France, l'annonce est tout de suite claire et la mise en condition des nouveaux fantassins de la guerre économique commence.

Désormais il s'agira de savoir se vendre auprès des clients, d'acquérir à tous les niveaux l'esprit commercial et l'esprit de conquête, de savoir promouvoir *son* entreprise pour contrer les manœuvres des concurrentes étrangères entrées sur le marché (et réciproquement). Ainsi l'ouverture du marché européen de

l'électricité autorise-t-il déjà les entreprises à acheter le courant au producteur de leur choix (italien, allemand, français,…) en fonction des prix proposés. Et sous peu, les particuliers auront la même possibilité. En même temps, EDF s'est mis à opérer sur le marché argentin, entre autres, où il est devenu propriétaire et exploitant… en attendant de se retirer si ce n'est pas rentable. La Poste française, comme ses homologues en Europe, perd le monopole national du transport du courrier et voit s'installer, sur les créneaux les plus rentables, des concurrents étrangers, américains ou autres. La Commission de Bruxelles prévoit de libéraliser les transports publics urbains et prépare un règlement qui entraînera la suppression des monopoles de la RATP et de la SNCF à Paris et dans les régions. Qu'elles se battent donc avec des concurrents venus d'ailleurs pour s'arracher le marché des transhumances quotidiennes dans les grandes villes !

Dans ces chassés-croisés, dans ces incursions réciproques sur le marché des uns et des autres, maintenant unifiés en un seul terrain de chasse commun, les conditions de survie vont inévitablement se durcir. Ce qui conduira nécessairement à réviser à la baisse certains objectifs caractéristiques d'une mission de service public, justement. Et les personnels mis en concurrence en seront les réalisateurs, les complices complaisants ou forcés, la menace pour obtenir leur collaboration étant la disparition progressive de leurs emplois, les licenciements et le chômage…

L'obligation de rentabilité à laquelle obéissent les services publics privatisés n'est que la sanction des résultats de leur mise en concurrence réciproque : sur le marché qu'est devenu, par la même occasion, le service qu'ils assuraient auparavant à la société, les plus performants sont promis à grossir, les moins performants à dépérir, puis à être absorbés et dépecés par les premiers, chaque morceau étant « dégraissé » de ses effectifs en surplus. Et les plus performants chercheront ensuite des alliances tactiques pour s'attaquer au marché d'un autre pays, en Asie ou en Amérique latine, par exemple, de peur que des rivaux ne forment une autre alliance contre eux et n'empochent ce marché. Et ainsi de suite. (Mais les capitaux privés peuvent aussi délaisser un jour ce secteur d'activité, si d'autres s'avèrent financièrement plus intéressants : quitter la production d'électricité ou la distribution du courrier postal, par exemple, pour s'investir plutôt dans le cinéma, l'édition ou les cosmétiques).

Cela ne veut pas dire que le statut d'entreprise privée soit en lui-même facteur d'irresponsabilité sociale. En soi le caractère privé d'une entreprise ne la conduit pas forcément à négliger des engagements faisant partie de sa mission et à adopter une ligne de conduite d'abandon cynique. On peut, certes, travailler dans le privé et être très conscient de ses responsabilités. Mais la logique de la compétition que les privatisations introduisent dans des domaines de la vie sociale qui y échappaient jusque là, est sans pitié : c'est une logique de lutte réciproque pour la survie qui finit par conduire les protagonistes, parfois malgré eux, à devenir cyniques et à fuir leurs responsabilités sociales, même quand elles sont encadrées par une mission fixée par la loi et un cahier des charges. Patrons, cadres et bon nombre de salariés subalternes finissent par se plier à cette logique et par participer aux retraits successifs des objectifs de solidarité sociale affichés au début. La Poste fermera un à un ses petits bureaux dans les villages éloignés, délaissant le service de proximité pour le courrier et certaines opérations financières qu'elle avait longtemps assuré. Ses concurrents privés les plus performants ne s'intéresseront jamais à ces petits bureaux de poste ruraux et rien ne les y oblige… Après les petits bureaux de la campagne, lesquels suivront ? Et à quand le tour de la suppression des opérations les moins rentables offertes aux usagers ?

On tremble à l'idée que la gestion des déchets nucléaires et du parc de centrales nucléaires, qui deviendront bientôt obsolètes, soit laissée à la logique de la concurrence entre producteurs privatisés d'électricité. La guerre des prix pour s'arracher les clients ne laissera pas longtemps indemne la responsabilité de l'avenir (déjà problématique) qu'impliquait le statut public

d'EDF. Affrontée à ses homologues des pays voisins dans l'Union, EDF comme ses rivaux ne seront-ils pas portés à se délester progressivement de cette charge ? La solution bien connue serait de rendre à la collectivité publique la charge des déchets et de la démolition des vieilles centrales (aussi coûteuse, sinon plus, que leur construction). C'est-à-dire de faire de l'Etat la poubelle de la nation. Mais si l'Etat libéral tend à se réduire au minimum, où prendra-t-il l'argent et les motivations politiques pour se charger de pareil fardeau financier à long terme ? Le plus probable n'est-il pas que de part et d'autre on en vienne, à petits pas, sans le dire, par omissions et silences successifs, à laisser tomber cette responsabilité et à la repousser sur les générations futures ? Par sous-traitances en cascades, de moins en moins contrôlées et finissant chez des négriers et esclaves de la surveillance, incompétents en la matière et dénués de moyens? Lâchement, sournoisement, derrière un rideau de publicité séduisante et un grand tapage boursier ? Tout cela en ayant poussé les personnels respectifs des gros électriciens en concurrence, soumis au chantage à l'emploi grâce à la lutte entre eux, à devenir les metteurs en scène et les exécutants complices de cet abandon de responsabilité sociale et intergénérationnelle.

La logique de la compétition sans fin n'aide pas les hommes et les femmes à assumer la solidarité en société. Elle ne les y éduque pas du tout, elle les en dissuade plutôt. Elle pourrait même les conduire à la lâcheté et au déshonneur, s'ils n'y résistent pas.

Il s'agit donc ici encore de résister. De résister dans tous les pays, à l'intérieur de l'Union européenne comme ailleurs, chacun à sa place et dans le rôle social qui est le sien, celui de professionnel ou d'usager-client.

Mais comment résister à cette logique ? N'est-ce pas trop tard ? Télécommunications, chemins de fer, gaz et électricité, postes,… en attendant les transports urbains, l'éducation supérieure, les hôpitaux,… L'un après l'autre les services publics sont livrés au champ de la violence économique réciproque. L'extension se fait à pas de géant, plus vite encore dans certains pays qu'en Europe. Que pouvons-nous faire ?

1) Du côté des professionnels, de ceux qui travaillent dans les services publics qui subsistent, agents publics ou fonctionnaires, la forme de résistance paraît évidente, sinon gagnante. Poursuivre et intensifier les luttes, principalement syndicales, pour défendre pied à pied leur institution.

Mais cette défense ne gagnerait-elle pas en force de persuasion auprès de l'opinion si elle acceptait de se focaliser moins sur les problèmes de statut des personnels – tout à fait compréhensibles et incontournables par ailleurs – et de parler plus des conséquences probables de la concurrence pour le service public lui-même ? Cela ne passe-t-il pas d'abord par une meilleure information internationale entre syndicats, une meilleure récolte des renseignements auprès de collègues à l'étranger sur ce qui se passe dans les pays où le même service public a été ouvert à la concurrence ? Et cette information comparative ne pourrait-elle pas être mieux diffusée dans l'opinion ? Le soutien des usagers semble indispensable.

2) Du côté des usagers, la résistance consiste certainement à se mobiliser pour exiger le maintien du statut public, hors concurrence.

Mais pour cela, ne faut-il pas commencer chacun par résister dans sa tête, si ce n'est déjà fait, c'est-à-dire refuser d'abord personnellement de se laisser séduire par des perspectives purement commerciales de prix ou tarifs moins chers, ce qui est la pente naturelle du consommateur irresponsable ? Ne faut-il pas ensuite chercher des formes nouvelles de soutien aux professionnels qui défendent leur service public ? Et discuter avec eux justement de ce que l'ouverture à la concurrence risque de faire d'eux, comme de leurs éventuels rivaux étrangers, quant à la solidarité sociale qu'ils représentent ?

3) Là où le service public a déjà été privatisé et ouvert à la concurrence, se pose la question, si elle a encore un sens : quel groupe ou multinationale favoriser en tant que client ? Y a-t-il des

critères de choix, politiques ou historiques, qui seraient utiles ? Ou des critères sociaux pour refuser d'être client de tel ou tel ?

4) De part et d'autre il y a certainement des formes de contact à trouver entre agents des services publics et usagers. Ce seraient des actions communes qui contribueraient à renforcer dans les esprits des uns et des autres la possibilité d'une existence moins livrée aux pressions insidieuses et dégradantes de la violence concurrentielle sans fin. Des établissements publics tels qu'hôpitaux, collèges et lycées ou autres peuvent devenir des partenaires locaux, comme cela se fait ici et là, en décidant de passer certaines commandes de fournitures auprès d'entreprises de l'économie locale plutôt qu'à d'autres, plus puissantes. Ces établissements publics contribueraient ainsi, pour leur part, à remailler le territoire (cf. chapitre 6).

Il y a des services publics pour lesquels on se demande quelle est l'échelle territoriale la plus appropriée pour que le service rendu soit le plus pertinent possible pour les usagers, c'est-à-dire perçu comme le plus « proche » de leurs préoccupations réelles. Mais en même temps, le financement des frais de fonctionnement et des investissements exige, au contraire, la solidarité sociale la plus large, l'assiette la plus large des recettes qui sont à redistribuer. Cette question touche notamment aux débats sur la régionalisation. Peut-on faire de cette question une façon de chercher des parades aux initiatives des idéologues de la concurrence ? Y a-t-il des niveaux d'organisation territoriale où les usagers défendraient plus âprement leurs services publics contre l'ouverture à la concurrence, parce que le signe de la solidarité serait plus visible, le bien commun plus palpable ?

Par ces questions ou par d'autres, plus pertinentes, il nous appartient en tous cas de retrouver d'urgence le sens du bien commun, le sens de la solidarité sociale. Cela passe par des services publics modernisés, payés en partie par les usagers quand c'est juste et légitime, mais financés aussi par une redistribution des revenus publics. Cela passe par des services publics que nous aurons soustraits aux effets destructeurs de la violence concurrentielle.

10
QUE FAIRE DU POUVOIR POLITIQUE?

Pour sortir de la compétition sans fin, il faudra chercher avec courage dans les cinq directions qui viennent d'être proposées, et peut-être aussi dans d'autres. Oser se poser des questions nouvelles pour renouveler le regard, perdre des habitudes de pensée bien ancrées et commencer à percevoir autrement la réalité vécue. Oser aussi concevoir et entreprendre les actions concrètes pour y répondre. C'est là une exploration que seuls peuvent mener les acteurs de la société civile, là où ils travaillent, là où ils vivent, que ce soit en France, dans d'autres pays de l'Union européenne ou dans d'autres continents. Tout dépend d'eux. Autrement dit, tout dépend de nous, hommes et femmes de tous âges et de catégories socio-professionnelles différentes, mais tous durement soumis à la même loi brutale qui nous oblige à nous concurrencer de plus en plus férocement les uns les autres, à *tuer pour ne pas être tués*.

Mais comment faire de ces initiatives de la société civile une politique applicable par les Etats ? Comment faire pour que les mouvements enclenchés par les multiples acteurs de la société civile ici et là de par le monde se traduisent en programmes politiques à appliquer au niveau des Etats ? Car il faudra bien lever

un jour d'énormes contraintes législatives et institutionnelles, celles qui ont été mises en place pour promouvoir et installer dans l'humanité *une économie de guerre civile*. Il faudra bien qu'un jour les multiples efforts disséminés au sein de la population puissent se conjuguer et recevoir aussi une expression politique. Il faudra bien porter un jour au pouvoir des projets pour une autre législation et une autre réglementation, favorables à un monde libéré de la compétition universelle obligatoire.

Mais il n'y aura pas de miracle. Cette expression politique ne naîtra que lorsqu'un vaste mouvement dans la société civile aura déjà pris forme et manifesté sa force, tant par ses convictions que par ses pratiques dissidentes. L'expression politique, avec ses porte-parole, ses partis, ses programmes, ses candidats, naîtra des exigences nouvelles posées par le mouvement traversant la société – ou plusieurs sociétés en même temps - et non pas l'inverse. L'initiative de la libération appartient à la société civile, elle *nous* appartient, elle appartient à chacun d'entre nous, tel qu'il est et là où il se trouve. Et la découverte de la joie qui vient en prenant sur soi de commencer ici et maintenant, elle nous appartient aussi.

Il serait infantile de compter encore sur les gouvernements pour commencer cette grande remise en cause. Ni les hommes au pouvoir et leurs partis, ni ceux qui dans l'opposition y prétendent, ne peuvent l'initier, la lancer et la développer.

Aspirés dans la grande tourmente de la mise en concurrence de tous contre tous à l'échelle de la planète, ils sont devenus les promoteurs et les metteurs en scène nationaux de cette gigantesque fuite en avant. Les plus acharnés sont convaincus des « retombées positives » de cette tourmente sauvage pour leur pays et poussent activement les décisions nationales et internationales dans ce sens. Les plus réticents, les plus critiques, une fois arrivés au pouvoir, se résignent et se soumettent dès qu'ils prennent la mesure des énormes contraintes que cette tourmente sauvage leur impose dans leurs décisions d'hommes d'Etat. Et quel homme d'Etat en France, en Europe ou ailleurs se risquerait à prendre des mesures quasi-suicidaires au niveau des rapports internationaux sans se savoir porté et soutenu dans son pays par un solide mouvement de contestation de l'ordre concurrentiel mondial ? Comme ce n'est le cas nulle part, en somme, il faut d'abord que ces mouvements sociaux et économiques naissent et prennent de la force.

La société civile est donc condamnée à prendre l'initiative, et à la prendre sans l'aide des décideurs politiques. Mais c'est peut-être une obligation salutaire dont on devrait se réjouir: elle nous obligera, si nous l'acceptons, à sortir des revendications simplistes, à regarder la réalité en face et à nous sentir personnellement responsables de l'avenir, chacun pour la part qui lui revient.

Ces initiatives dissidentes débuteront nécessairement dans un cadre législatif qui leur est extrêmement défavorable. Quantité de lois, de règlements, de normes, de directives, d'accords internationaux, ont été édictés pour lever tous les obstacles aux échanges de denrées, de biens, de services et de capitaux et créer un espace homogène, celui d'un seul grand marché mondial. Par les traités successifs et les directives organisant son marché intérieur, l'Union européenne a été la pionnière de ce processus. Mais par la convergence de cette perspective économique avec les visées des idéologues et des promoteurs les plus durs du marché planétaire, notamment anglo-saxons, elle en est aussi devenue la prisonnière. La même logique, en plus dur, a été mise en place dans le commerce mondial, en particulier à travers les négociations du GATT, puis de l'OMC.

En fin de compte, l'Union européenne s'apprêtait même à ériger cette logique en loi suprême inscrite dans sa future Constitution. Les négociateurs et les rédacteurs du Traité Constitutionnel pour l'Europe avaient poussé l'audace jusqu'à donner un *monopole légal exclusif à une seule politique économique*, celle de la concurrence généralisée, longuement détaillée dans le texte (articles III-130 à III-315) ! De ce fait, toute autre politique économique qui serait tentée par le gouvernement

de l'un des Etats membres ou par les dirigeants de l'Union serait *anticonstitutionnelle* et condamnée, annulée par la Cour de Justice. (Lénine et Staline auraient admiré ce coup de force juridique !)[3] C'est ahurissant, mais voilà où nous en sommes.

Pour nous, gens de la société civile, qui voudrons prendre des initiatives dissidentes par rapport à l'impératif de compétition, le cadre légal des directives (ou futures lois et lois-cadres) de Bruxelles et ses équivalents internationaux est donc une contrainte incontournable avec laquelle nos initiatives devront jouer au plus rusé si elles veulent exister. Qu'on ait un jour le Traité Constitutionnel ou encore pour longtemps le traité de Nice ne change rien à l'affaire. On ne commencera rien en demandant comme préalable à toute initiative que cet appareil législatif et réglementaire soit changé. Ce serait en fait un alibi pour ne jamais rien commencer. Il faut d'abord prendre les initiatives partout où elles sont possibles à l'intérieur de ce cadre contraignant, comme les chapitres précédents ont essayé de le suggérer, multiplier ces initiatives et créer ainsi progressivement le mouvement de fond dans la société qui fera apparaître le changement du cadre légal comme une nécessité politique majeure.

Lorsque seront devenues suffisamment nombreuses, sérieuses et cohérentes les initiatives de la société civile dans les cinq directions qui ont été suggérées, initiatives que les gens auront prises à partir de leur vie de travail comme de leur vie de consommateurs citoyens, il deviendra évident que quantité de ces lois, règlements, normes, directives et accords internationaux sont des contraintes énormes devant être réduites ou supprimées. Il faudra remettre en cause une partie de la législation et de la réglementation de chaque pays, de l'Union européenne, et des accords internationaux négociés à travers l'Organisation mondiale du commerce, etc.

En particulier, il faudra définir comment protéger ces initiatives croissantes contre le risque d'être à nouveau exposées à une concurrence qui pourrait les détruire. Pour de nombreux produits et services, cette protection viendra de la déconnexion entre eux des marchés locaux territorialisés et autonomisés. On peut appeler cela une *protection par la culture*, par des normes exprimant des raisons de vivre et suffisamment partagées pour être efficaces. Mais dans beaucoup d'autres cas, il faudra une législation protectrice. L'esprit de cette législation ne sera cependant pas « protectionniste » au sens nationaliste, il sera au contraire « universaliste » : cette législation devra justement aider à fonder un *consensus culturel international* sur la nécessité de protéger des ravages de la rivalité économique l'essentiel des activités sur lesquelles repose la vie quotidienne des habitants de cette terre. Tout comme en politique la conquête et la préservation de la démocratie supposent de mettre hors la loi le despotisme et la tyrannie, toujours possibles, la vie économique des peuples nécessite de mettre hors la loi des pratiques économiques violentes et barbares, toujours possibles, telles que la concurrence généralisée. Une telle législation implique justement la maturation d'un consensus culturel au niveau international. Et pour cela il faudra des pionniers, des précurseurs.

Seul le pouvoir politique au niveau des Etats ou d'unions d'Etats sera en droit de faire cette remise en cause pour créer un cadre légal différent. Et il ne pourra le faire que si un vaste mouvement de la société civile porte alors au pouvoir des hommes prêts à le faire parce qu'ils porteront des projets en ce sens issus de l'expérience collective sur le terrain. Il y a de fortes chances que, si cela doit se réaliser un jour, ce soit dans plusieurs pays du monde en même temps. Il dépend de nous, en France, d'être parmi ceux-là…

On n'anticipera donc pas ici sur ces changements législatifs indispensables, dont seule l'expérience du terrain pourra déter-

[3] Et la philosophe Hannah Arendt doit se retourner dans sa tombe de voir la gestion des « affaires de ménage » (produire du lait, des poulets, du chauffage, des pantalons, des loisirs touristiques,…) entrer, et avec quel luxe de détails ! dans la loi suprême de cette communauté politique de citoyens que veut devenir le continent européen ! Aucune constitution d'aucun Etat démocratique ne l'avait jusqu'à ce jour envisagé. Seule l'idéologie de l'économisme triomphant dans laquelle nous baignons pouvait trouver cela normal.

miner les priorités. On n'en est pas encore là et ce n'est pas non plus l'objectif de ce petit manifeste.

Faut-il pour autant délaisser le terrain de la vie politique en attendant ? Non, surtout pas. D'abord, parce qu'il faudra défendre et réhabiliter les services publics. Ensuite, parce que l'enjeu de la Constitution européenne n'est pas encore réglé et qu'il faudra continuer à faire pression sur les gouvernements et sur les institutions européennes pour qu'elle soit renégociée sur d'autres bases. Et aussi parce que même si l'économie et sa folie concurrentielle déterminent pour l'essentiel la vie des peuples aujourd'hui, il reste d'autres questions de société, dont certaines brûlantes, qui doivent être discutées entre citoyens et sur lesquelles il faut légiférer. Enfin et surtout, parce que se désintéresser du jeu des partis politiques, des débats et des élections à divers niveaux, si tristes soient-il, c'est laisser le champ libre aux hommes les plus dangereux, les plus cyniques et les plus disposés à user de la violence. Ceux-là s'empareront alors du pouvoir et s'y installeront, comme cela a été le cas aux Etats-Unis avec George W. Bush et son équipe. Quand on pleure les morts, les disparus, et qu'on découvre les crimes commis en votre nom, il est trop tard.

Il y a donc place pour une participation vigilante et sans illusions à la vie politique courante, à ses débats, ses élections, ses décisions, ses referendums, tout en attendant le moment où la poursuite et le développement des initiatives économiques dissidentes exigeront une expression politique nouvelle.

Mais pendant le temps où nous prendrons ces initiatives et les ferons se multiplier et se renforcer, nous aurons tout intérêt à échanger d'une région à une autre, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre sur les initiatives semblables et les obstacles législatifs et réglementaires qu'elles rencontrent de part et d'autre. Sortir de la compétition obligatoire de tous contre tous, où nous sommes mutuellement et tour à tour victimes et « tueurs » - les uns plus que d'autres, certes, - devrait en effet devenir un combat commun. C'est par cette concertation citoyenne à travers le monde aussi que de nouveaux objectifs politiques se préciseront de part et d'autre. La reprise de la maîtrise de nos existences quotidiennes, à une échelle territoriale favorisant la coopération et la convivialité, ici comme partout ailleurs dans le monde, est une aventure chaque fois locale, mais dans laquelle les hommes et les femmes de tous pays peuvent se rejoindre.

Quelles que soient les modifications législatives indispensables à l'émergence d'un monde libéré de l'impératif de la guerre économique de tous contre tous, le rôle des Etats et de l'Union européenne apparaîtra sous un jour nouveau quand seront portés au pouvoir des hommes convaincus de ces exigences nouvelles.

Aujourd'hui leur rôle en est de plus en plus réduit à seconder la mondialisation des marchés et la compétitivité nationale sur ces marchés. Le pôle de la cohérence économique est donc de plus en plus devenu le monde, l'économie mondiale perçue comme énorme totalité, avec ses soubresauts, ses espoirs mirobolants, ses bulles financières, ses ralentissements inquiétants, ses reprises mystérieuses grâce à telle ou telle « locomotive » ou « moteur » momentané de la croissance. Les hommes d'Etat font gravement semblant de « diriger » leur pays respectif en le surveillant dans le rétroviseur, mais leur regard scrute anxieusement l'horizon mondial.

Un jour viendra, si nous cherchons vraiment à le faire venir – mais pas autrement – où le pôle de la cohérence économique apparaîtra plutôt comme étant du côté du local, du régional et de leurs diversités. Il y aura toujours besoin d'échanges commerciaux à l'échelle des continents et du monde pour certaines denrées alimentaires, certains produits industriels et certains services indispensables. Mais leur nombre et leur quantité seront considérablement réduits. La sortie de la concurrence obligatoire et tous azimuts se traduira par une réorientation des économies de chaque nation vers la vie locale et régionale. A l'intérieur de chaque espace national ou plurinational (comme l'Union euro-

péenne), le pôle de la cohérence économique sera une multitude de localités et de régions vivant en grande partie par elles-mêmes, sans se concurrencer entre elles. Les hommes d'Etat pourront alors veiller au cadre légal et financier permettant la coexistence économique de celles-ci et ils ne suivront alors la scène économique mondiale que dans le rétroviseur.

Ils pourront alors consacrer plus de temps, d'intelligence et d'énergie à d'autres défis internationaux.

Quand au monde comme unité humaine de fait, comme communauté une et solidaire, pour le meilleur et le pour le pire, il pourra peut-être se manifester dans la naissance d'une citoyenneté planétaire, enracinée dans les multiples convivialités locales. Après tous les massacres et les barbaries de ce temps, ne pourrions-nous pas inventer une *mondialité* plus heureuse ?

ÉPILOGUE

Une *mondialité* plus heureuse ? Comme on dirait une citoyenneté plus heureuse en parlant des habitants d'un même pays ? Un bonheur réel de participer en chaque endroit du globe à un monde commun ? Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on n'en prend pas le chemin.

Après toutes les horreurs et tous les génocides du vingtième siècle, ce monde est de nouveau menacé par une terrible régression : la régression dans le culte des identités ethniques, religieuses ou nationales que l'on sacralise, la régression dans la violence meurtrière et guerrière entre factions rivales, dans la violence politique à grande échelle, terroriste d'un côté, impériale et militaire de l'autre.

Des catastrophes politico-militaires sont maintenant possibles à tout moment. Elles risquent d'ébranler des certitudes bien établies, d'accroître encore le sentiment d'insécurité, d'ouvrir les vannes des émotions collectives viscérales.

Nous aurons à vivre bien des années encore, au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est, en *affrontant* ces sentiments d'insécurité, de peur, qui accompagnent les explosions de violence armée, politique et politico-religieuse. Chacun pour sa part peut *refuser de céder* à la peur, au ressentiment, à l'obses-

sion sécuritaire, au repli sur des « identités » agressives.

Mais il ne faudra pas oublier pour autant que derrière cette violence-là s'en cache une autre, moins spectaculaire, à laquelle nous participons activement : la *violence blanche* de l'économie concurrentielle. Une violence légale, promue et célébrée comme le somment de la modernité issue de l'Occident. Une violence diffuse, quotidienne, où tout le monde est incité, poussé, entraîné par la lutte pour rester compétitif sur les marchés à accepter une *inversion* des valeurs. Sont maintenant devenues des valeurs positives et premières : l'agressivité et le cynisme du « battant », la séduction manipulatrice, la capacité à oser donner des coups de plus en plus bas, l'indifférence à la souffrance des autres, proches et lointains, sans parler de la complaisance du consommateur irresponsable…

En même temps que nous aurons à décider dans quel état d'esprit vivre avec les situations de violence politique régressive, nous aurons aussi à trouver comment sortir de cette violence blanche de l'économie. Sortir de la concurrence forcée et mondialisée est maintenant devenu une condition sans laquelle la paix n'est tout simplement pas envisageable. Comment croire que diplomates et négociateurs vont pouvoir trouver des solutions durables aux conflits meurtriers et chargés de haine, quand en même temps on cultive, promeut ou impose partout une rivalité économique obligatoire qui suscite souffrance et désespoir chez les uns, ressentiment et frustration chez d'autres, agressivité conquérante chez les « battants » et insécurité du lendemain un peu partout ?

Si on veut moins de violence politique et religieuse, il faut *aussi* sortir de la concurrence mondialisée.

La seule ambition de ce petit manifeste est de rappeler que *c'est possible*. La voie suggérée n'est ni rapide ni facile, mais elle est sans doute praticable. On peut s'y engager dès maintenant. Chacun peut en être le point de départ. Chacun peut contribuer à la naissance d'un mouvement de *dissidence économique sans frontières*.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) peut sanctionner des Etats qui prendraient des mesures en faveur de leurs entreprises menacées, parce que ce serait une entrave au libre échange et au libre jeu de la concurrence sur les marchés mondiaux. Mais elle ne peut pas sanctionner un mouvement diffus venant de la société civile.

La Commission de Bruxelles peut prendre des sanctions à l'encontre de l'un des Etats membres de l'Union européenne, pour la même raison : sur le marché intérieur de l'Union, la sacrosainte concurrence doit régner. Mais Bruxelles ne peut rien contre un changement progressif de comportement des gens dans leurs responsabilités professionnelles et de consommateurs : c'est justement là leur liberté d'acteurs économiques sur le marché.

Chaque Etat peut condamner une entreprise opérant à l'intérieur de ses frontières pour manquement aux règles de la concurrence. Mais il ne peut rien contre ses citoyens qui se dissipent et commencent à penser autrement leurs relations et leurs décisions sur le lieu de travail ainsi que leurs courses du samedi matin.

Nous avons une bonne marge de manœuvre dans la société civile avant de nous heurter aux contraintes légales qui ont instauré la concurrence obligatoire et perpétuelle. Pourquoi ne pas s'en servir ? Après, oui, lorsque la créativité et le bouillonnement auront été poussés assez loin, il faudra les transformer en objectifs et en programmes politiques pour changer un jour les contraintes légales. (Et pour nous faire pardonner par nos descendants d'avoir laissé s'installer cette folie collective, cette aberration.)

A chacun, homme ou femme, de prendre ses responsabilités là où il travaille, là où il vit, pour aider à sortir de la folle compétition. A chacun de prendre sa part, selon ses capacités et sa situation, dans les initiatives qui permettront la naissance d'un autre système économique. Un système économique moderne lui aussi, mais favorisant les valeurs de respect mutuel, de coopéra-

tion, de réciprocité et ouvrant à un mode de vie plus convivial. Un système économique moderne aussi, mais libérant sciences et techniques de cette course aveugle à la puissance et à la consommation, où sociétés et monde se fracturent et se défont.

Avec tous les savoirs scientifiques et techniques maintenant accumulés par l'humanité, avec tous les savoir-faire disponibles, anciens et nouveaux, serait-ce vraiment impossible d'en détourner une partie pour établir un peu de convivialité dans ce monde tourmenté ?

Cela commence par un premier pas, très simple, que chacun peut faire : confier à quelqu'un ses doutes ou son écœurement, se mettre à en parler avec les personnes de son entourage ou poursuivre en ce sens des discussions entamées lors du referendum du 29 mai 2005.

Cela commence avec la parole échangée entre quelques-uns, la parole sérieuse, personnelle, qui nous engage à chercher avec d'autres.

Cela commence quand, dans le débat qui naît ainsi, nous osons espérer de l'avenir ce qui ne dépend que de nous.